AGENCE INTERNATIONALE  PRESSE LIBRE

NORD AMERICAINE

C.P.417, SUCC. "OUTREMONT", MONTRÉAL, QUÉ. H2V 4N3, CANADA/271-6074.

VOL.I, No.2 AOÛT 1993

LES CAMPS DE CONCENTRATION EN AMERIQUE DU NORD

CONFIDENTIAL

"PROGRAMME DE CAMPS DE CONCENTRATION"
(CONCENTRATION CAMP PROGRAM)

ORIGINAL COPY

URGENT

MINISTÈRE DE LA JUSTICE DES ETATS-UNIS
(UNITED STATES DEPARTMENT OF JUSTICE)

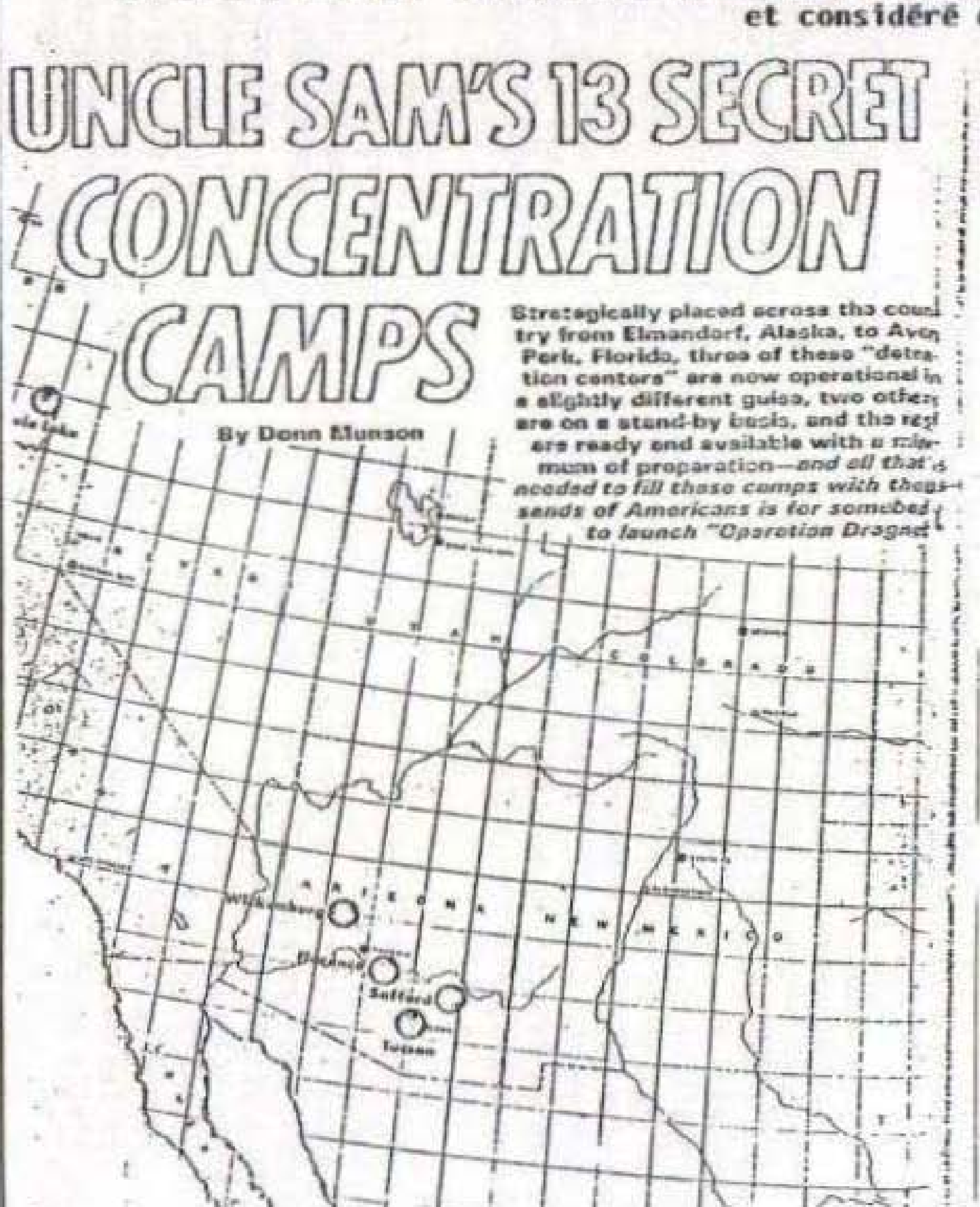
CONFIDENTIAL

1. MANDAT PRINCIPAL DE RECHERCHE

2. MANDAT PRINCIPAL D'ARRESTATION

PROJECT "REX - 84"

OPERATION DRAGNET: "Plan d'arrestation, et d'internement de tout individu déjà fiché, et considéré comme étant potentiellement dangereux, aux Etats-Unis.



UNCLE SAM'S 13 SECRET CONCENTRATION CAMPS

Strategically placed across the country from Elmendorf, Alaska, to Avon Park, Florida, three of these "detention centers" are now operational in a slightly different guise, two others are on a stand-by basis, and the rest are ready and available with a minimum of preparation—*and all that is needed to fill these camps with thousands of Americans is for somebody to launch "Operation Dragnet."*

By Donn Munson

Washington, D.C.—anytime from this moment on... It is a time of crisis.

A hand lifts a telephone. An executive voice orders: *"Begin Operation Dragnet!"*

Just outside the nation's capital in a secret location, a Univac computer whirls and whirrs its weird electronic incantation. A memory tape begins to spew forth 1,000,000 names for transfer to arrest warrants.

Instantly the FBI and state and local authorities go into action. And the first of 1,000,000 Americans are on their way to secret concentration camps.

You could be among them.

The odds are one in 200 that your name is already on a master arrest list.

You, along with the other million Americans, can be charged with being a suspected spy, saboteur or conspirator.

The warrants already exist.

The concentration camps are mostly ready and waiting. Only the time to fill them has not yet arrived.

What will it take to fill them?

An invasion of the United States or its possessions ...a declaration of war by Congress... or an "insurrection" within the U.S.A. Any of these will formally set the dread machinery in motion.

It will be swift and legal. The law is already on the books. Hundreds of decent American citizens today live in deadly fear of it.

They represent every shade of political and social opinion from Right to Left and include a big span of middle-of-the-road citizens who *have never committed an offense more heinous than having subscribed to an unapproved periodical.*

The vast majority of this nation lives in ignorant and innocent bliss under both the shadow and protection of the law. Yet they could still become its innocent victims.

For Operation Dragnet is the manifestation of Title II of the McCarran Act, a law which when put into force can slap at least 12,000 suspected subversives behind barbed wire within *24 hours!*

Its history is short and simple. On Sept. 22nd, 18 years ago, Congress by a two-thirds vote made official Public Law 831. Now it is known as the Internal Secur-

INTRODUCTION. Le "Project **Rex-84**", "Operation **DRAGNET**", "**FINCEN** Mission, and **FINCEN** Network", "**FEMA**",Executive Order #II490 et **L.E.A.F.**,et Operation **Cable Splicer** et **Garden Plot**;tous des (Noms de Code) pour signifier les mécanismes de mise sur pied d'opérations *Militaro-policières américaines* en vue de l'établissement , entre autres, de "Camps de Concentration". De plus, selon les rapports reçus,chacun de ces Camps serait l'aboutissement,à plus d'un niveau, de modalités complexes inventoriées par le "Complexe Militaro-Industriel Américain"pour en arriver au renversement de la Démocratie aux Etats-Unis,et à l'établissement d'un nouveau régime qui serait placé sous le contrôle des Nations-Unies, alors devenu l'Organe Suprême pour la protection des intérêts d'un Nouvel Ordre Mondial.

Science-fiction ou dure réalité?

Les Camps de Concentration aux Etats-Unis, est-ce une réalité ou le fruit d'une imagination dérangée? S'il s'agit d'une réalité, appartient-elle au passé ou au présent? Et si ces Camps appartiennent à une actualité quotidienne, alors ils furent construits,à proprement parler, par qui et pour qui au juste? Car,depuis la fin de la guerre froide, à qui, et en prévision de quoi pourrait bien servir l'entretien de plusieurs camps alors que de partout, en I993, les politiciens ne cessent de crier,et crier aux coupures budgétaires dans toutes les sphères de l'appareil politique, militaire et social?

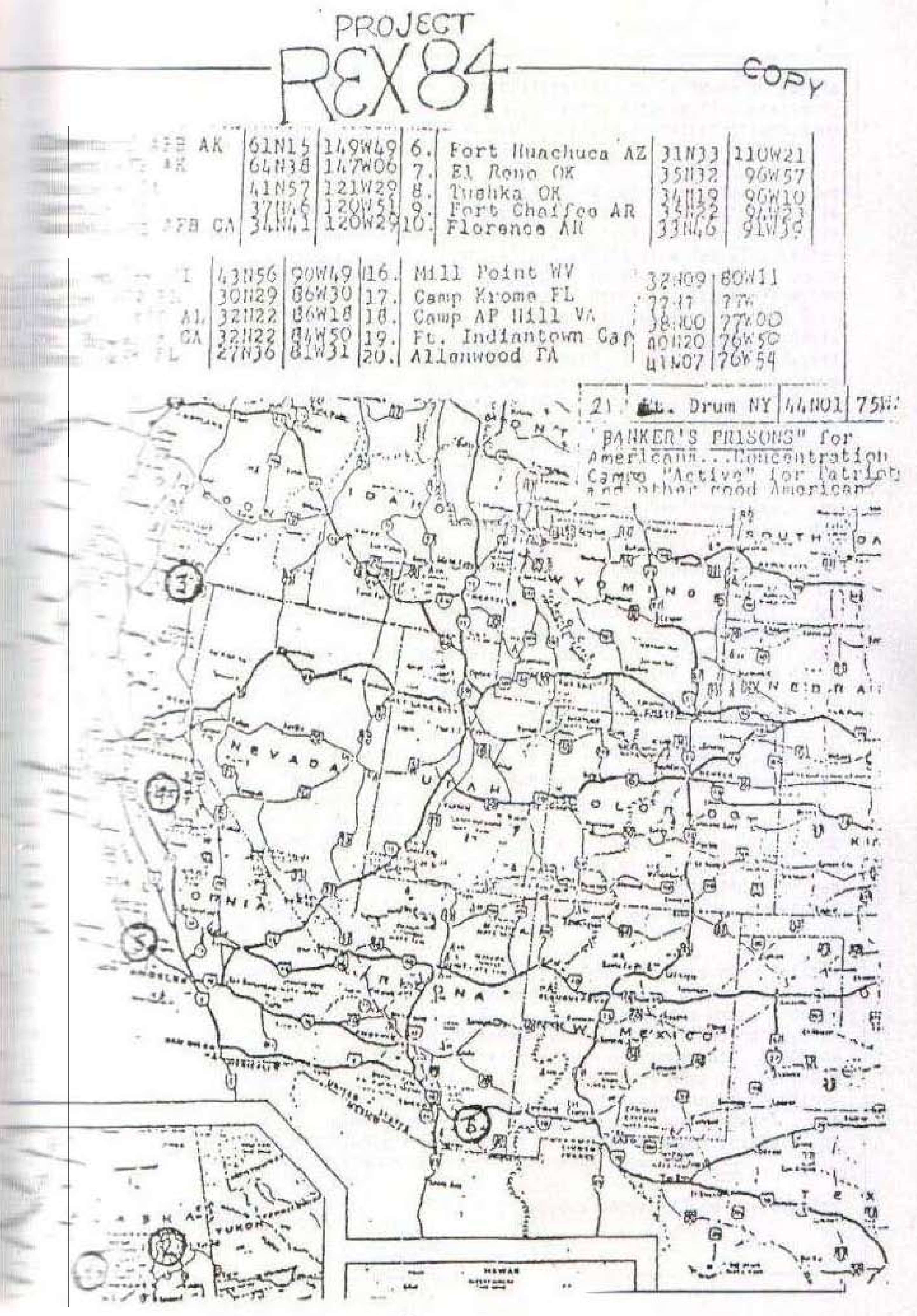
Y a-t-il une ou plusieurs sources assez crédibles permettant de croire à l'existence d'une telle réalité?Sont-elles véritablement fiables en tant qu'information produite? Ou proviennent-elles, au contraire, de mouvements patriotiques américains pour qui la paranoïa face à leur propre gouvernement est une manière de pensée courante? Ou bien encore,ce genre d'information proviendrait-elle de groupes révolutionnaires tentant de jeter le discrédit sur le gouvernement dont ils combattent l'idéologie et l'administration?

Toutes ces questions et beaucoup d'autres,je me les suis posées à plusieurs reprises vue la gravité de l'information reçue,et la responsabilité professionnelle à rendre public ou non un *état de fait semblable*.

Par exemple, combien de ces Camps furent aménagés au Canada? Et en prévision de quelle situation, et de quel genre de détenus? A savoir qu'à l'automne de I99I, des hauts Officiers des Forces armées canadiennes et de la R.C.M.P., en réunions secrètes, se réunissaient pour analyser toutes les possibilités envisagées pour la mise en commun de leurs forces, la coordination de celles-ci, au cas de l'éclatement d'une "Guerre Civile" au Canada, cela laisse place à plusieurs interrogations sérieuses quant aux procédures mises en place! D'ailleurs, à l'automne I992 un Officier francophone des Forces armées du Canada me confirma, en conversation privée, que de telles réunions avaient eu lieu, que des "Rapports [Top Secret] avaient été rédigés, et que ceux-ci étaient conservés dans des coffres-forts de l'Armée Canadienne,Service de Renseignement.

En outre, il ne faut surtout pas oublier, du côté américain, la fameuse [Chasse aux Sorcières] contre des supposés sympathisants de la doctrine communiste, et ayant infiltré un à un, selon les croyances de l'époque, les milieux du Cinéma, et combien d'autres?Pourtant, à la même époque, il ne suffisait que d'avoir été abonné à une Revue politique des plus suspectes aux yeux du Pouvoir en place pour être alors soupçonné des pires crimes, dont entre autre,le renversement du Gouvernement.

Et la Première Ministre actuelle du Canada n'a-t-elle pas laissée entendre, lors de sa course à la Chefferie du Parti Conservateur, que ceux qui critiqueraient le Canada devraient dès lors être considérés comme étant des ennemis du pays ! N'a-t-on pas déjà entendu de tels propos,avant l'éclatement de la deuxième Guerre Mondiale, de la part de dirigeants de pays totalitaires? Et, chose curieuse, ce genre de propos allait de pair



PROJECT REX 84

COPY

AFB AK	61N15	149W49	6.	Fort Huachuca AZ	31N33	110W21
AK	64N38	147W06	7.	El Reno OK	35N32	96W57
	41N57	121W29	8.	Tushka OK	34N19	96W10
	37N46	120W51	9.	Fort Chaffee AR	[illegible]	[illegible]
AFB CA	34N41	120W29	10.	Florence AR	33N46	91W39

I	43N56	90W49	16.	Mill Point WV	32N09	80W11
FL	30N29	86W30	17.	Camp Krome FL	[illegible]	[illegible]
AL	32N22	86W18	18.	Camp AP Hill VA	38N00	77W00
GA	32N22	84W50	19.	Ft. Indiantown Gap	40N20	76W50
FL	27N36	81W31	20.	Allenwood PA	41N07	76W54

21.	Ft. Drum NY	44N01	75W

"BANKER'S PRISONS" for Americans...Concentration Camps "Active" for Patriots and other good Americans

avec des dures réalités économiques.

Avant donc de procéder à quelque conclusion et rédaction que ce soit par rapport à toute l'information reçue au sujet des "Camps de Concentration", j'ai donc fait ma propre enquête, mes propres vérifications. J'ai commencé par communiquer avec les revues et journaux qui avaient publié des articles au sujet de ces "Camps" afin de connaître la source première de leurs informations, ainsi que leur opinion à ce sujet. Puis j'ai communiqué avec des Agences de Presse Internationales afin de savoir s'ils avaient entendu parler ou non, de leur côté, de supposés [Camps de Concentration]; s'ils possédaient des documents en ce sens, et s'ils pouvaient m'en faire parvenir une copie; savoir ce qu'ils en pensaient eux-mêmes, et quel était, en bout de ligne, le pour et le contre, le réel de l'imaginaire par rapport à une réalité semblant appartenir plus à un récit de science-fiction qu'à une réalité terre à terre.

J'ai ainsi communiqué avec des Journalistes en Californie, au Wisconsin, en Alabama, en Arkansas, au Texas, puis en Australie. Par la suite, j'ai comparé l'information reçue avec d'autres sujets de réalité et d'orientation différentes provenant d'autres sources, tel le prestigieux "Monetary & Economic Review" avec Norman N. Franz, Cadre Supérieur de FAMC et auteur de: Business Planning Workbook et ex-instructeur en Economie pour le Bureau du Développement Economique de l'Etat du Colorado; avec la Revue Leads, consacrée à l'information économique, et visant la clientèle des "Entrepreneurs en Affaires"; et, entre autres, avec le Mc Alvany Intelligence Advisor, Revue spécialisée dans l'analyse monétaire, économique, géopolitique, et des Cours de la Bourse en ce qui a trait aux Métaux précieux, reliée à l'Association Internationale des Collectionneurs, ainsi qu'avec d'autres informations pouvant contredire ou confirmer, par leur contenu, la réalité des "Camps de Concentration".

Enfin, je me suis demandé pourquoi la "Presse Officielle", celle vouée au public en général, n'avait à toute fin pratique, jamais voulu traiter de cette information particulière?

Il ressort donc de cette enquête et des vérifications procuites à cet effet, que la réalité couvrant l'existence de "Camps de Concentration" paraît être des plus vraissemblables_[pour en avoir la preuve absolue, il faudrait être à la place des militaires et des politiciens qui les ont imaginés, et posséder des "Documents Officiels" à ce sujet]__; que cette réalité rejoint une autre réalité, plus dramatique encore, celle d'un "Plan d'ensemble" visant l'établissement, bon gré malgré, d'un Nouvel Ordre Mondial: Politique, Militaire, Economique, Social et Religieux, à l'échelle internationale; Nouvel Ordre qui serait placé sous l'égide des Nations-Unies, et dont l'établissement pratique serait, aurait même été confié devrais-je dire, au "Complexe Militaro-Industriel" américain.

__Dwight David Eisenhower, président des Etats-Unis de 1953 à 1961 est celui qui avait mis les américains en garde par rapport au potentiel naissant et énorme de ce "Complexe Militaro-Industriel", ainsi que du danger extrême que ce même Complexe, un jour très proche, pouvait représenter pour la survie de la démocratie américaine s'il venait à échapper au contrôle du peuple et de ses gouvernants.

__D'ailleurs, ce "Complexe" fut soupçonné par plusieurs aux Etats-Unis, dans ses liens avec la C.I.A., d'avoir été l'un des instigateurs de l'assassinat du président Kennedy

__En outre, plusieurs experts et politiciens américains ont plus d'une fois mis en garde le peuple des Etats-Unis contre ce "Complexe", considéré par plus d'un, comme étant en soi un gouvernement indépendant puissant, échappant même au contrôle du gouvernement américain sur le territoire des Etats-Unis. Même que certains ont déjà pensé à un "Coup d'Etat" possible de la part de ce même "Complexe".__

Plusieurs raisons peuvent être rattachées

Au moins 130 de ces "Camps" ont été identifiés aux Etats-Unis.

SE ARE THE ORIGINAL CAMPS SET UP IN 1984. THERE ARE NOW OVER 130

UNITED STATES

COPY

ONTARIO

MINNESOTA

LOUISIANA

COPY

au silence de la "Presse" dite "Officielle", par exemple, les pressions politiques et économiques; la peur, de la part du Journaliste impliqué, de la perte d'emploi et/ou de la réputation, etc...

La "Presse Officielle" est d'abord et avant une information muselée par l'appareil politique et économique d'un pays. En d'autres mots, l'Information qu'elle publie est sous la censure des intérêts politiques et/ou économiques du lieu où elle est publiée. S'il s'agit d'un journal de village ou de petite ville, cette "Presse", à moins de contester le pouvoir politique en place au profit d'une autre orientation politique, publiera des informations orientées de manière à ne jamais heurter ouvertement le pouvoir politique de l'endroit de qui elle reçoit son unique droit d'existence. De plus, cette même "Presse" est dépendante, pour survivre, des intérêts économiques locaux. Encore là,toute publication d'information dite rebelle, aura pour résultat, des avertissements, même des menaces de coupures financières de la part de ses publicitaires, sinon carrément des pertes de contrat de publicité. Et si l'information contestée provenait d'un journaliste y étant allé d'une volonté d'indépendance et d'honnêtetéprofessionnelle, alors celui-ci pourra tout simplement se retrouver au chômage du jour au lendemain.

Cette ligne de pensée, et d'agir qui est celle étant à la base de toute la pratique de la profession journalisitique, est universelle. En ce sens, il est tout à fait impossible de parler ici de profession journalistique ayant pour but, avant tout, les intérêts du public en général. D'ailleurs,trop souvent des journalistes établiront volontairement d'eux-mêmes, une collusion, dans leur esprit, entre les intérêts du pouvoir politique et ceux de la population,de manière à se déculpabiliser de fausser quotidiennement l'information. Ainsi ils deviennent complices de tout un système déguisé,maquillé, s'étant construit, et continuant de se construire sur le dos de la population.

Pour ce qui est des réseaux d'information plus importants, tel Radio-Canada et C.B.C., soumis au pouvoir politique du gouvernement fédéral canadien; le Toronto Star et la Gazette, soumis pour leur part, à la protection première des intérêts anglo-saxons canadiens; ou bien le Journal de Montréal et la Presse voués à la sauvegarde de l'establishment économique et/ou politique canadien ou québécois,mais chacun à leur manière; leurs bases de fonctionnement s'effectuent de la même manière que celles décrites ci-haut,même si elles s'effectuent de manière assez différente, parce qu'indirectes, et parfois à un très haut niveau de l'appareil politique et économique.

Dans un tel labyrinthe du pouvoir, il est tout à fait compréhensible de constater pourquoi des nouvelles comme celle des "Camps de Concentration" n'ont jamais été publiées par des réseaux officiels, mais plutôt, comme c'est le cas ici, par des revues et/ou des journaux indépendants, même religieux parfois.

Pour ces réseaux indépendants, le journalisme concerne la défense et la protection des intérêts des populations pour qui l'information est publiée,tandis que pour les réseaux plus officiels l'entretien des populations visées dans un état de demi-sommeil, permet un roulement ininterrompue de la consommation à outrance__genre centre-d'achat__donc, par conséquent, une meilleure stabilité politique. Le meilleur exemple à ce sujet au Québec, est le Réseau T.V.A./Télémédia__base efficace dans l'abrutissement quotidien de la population où les Nouvelles sont traitées de la même manière que sont fabriquées les émissions de variétés!__

Il y a ceux pour qui le courage de la vérité passe avant les intérêts personnels, surtout bien au-delà de l'aplatissement de la vie quotidienne devenu pourtant comme une seconde nature pour beaucoup de Journalistes. C'est le cas du rédacteur-en-Chef du Oakland Tribune qui, en I976 publia l'information la plus complète au sujet de l'Opération__Cable Splicer_. Celui-ci mourut soudainement après en avoir publié la version la plus complète. (I)

Malgré toutes les preuves et les références qui seront apportées ici dans cet exposé, plusieurs s'obstineront à dire, pour toute critique, que c'est dans les fondements mêmes des Gouvernements d'agir de la sorte: "Camps de Concentration; préparatifs militaires américains, contre le Canada par exemple; établissement des mécanismes américano-canadiens en vue d'en arriver à l'éclatement d'une Crise politique majeure au Québec; etc...Que ceux-ci y sont obligés pour se protéger; qu'il ne faut voir là que des pratiques plus ou moins importantes, ou dangereuses pour les populations concernées, etc...

Pourtant, la construction de tout appareil militaire, à plus forte raison, de Camps de Concentration, a toujours découvert, un jour ou l'autre, sa propre utilité. L'histoire est là pour le prouver! En outre, qui dit pratique, dit aussi prévisions en fonction de...

Quoi qu'il en soit, un fait demeure:"Pour qui veut savoir, veut croire, aucun supplément de preuve autre que celle qui lui est apportée sera nécessaire, mais pour celui qui ne veut pas, aucune preuve ne sera suffisante, même les plus évidentes".

Ce refus de voir, malgré des dossiers de preuves apportés, et provenant de différentes sources, est très dangereux puisque non seulement ce genre d'attitude est comme un feu vert donné pour l'établissement de dictatures et de tyrannies sur le dos des populations qui en souffriront, mais encore, cette manière de penser rend les individus concernés directement responsables de l'existence de telles situations.

Par exemple, qui furent les plus responsables de l'établissement des camps de concentration, en Allemagne, lors de la période précédant l'éclatement de la 2e Guerre mondiale? Les Juifs ou les Allemands? Ou les deux à la fois? Et la Communauté intellectuelle internationale de l'époque qui était au courant de l'existence de ces camps, par les Services Secrets, jusqu'où va sa responsabilité?

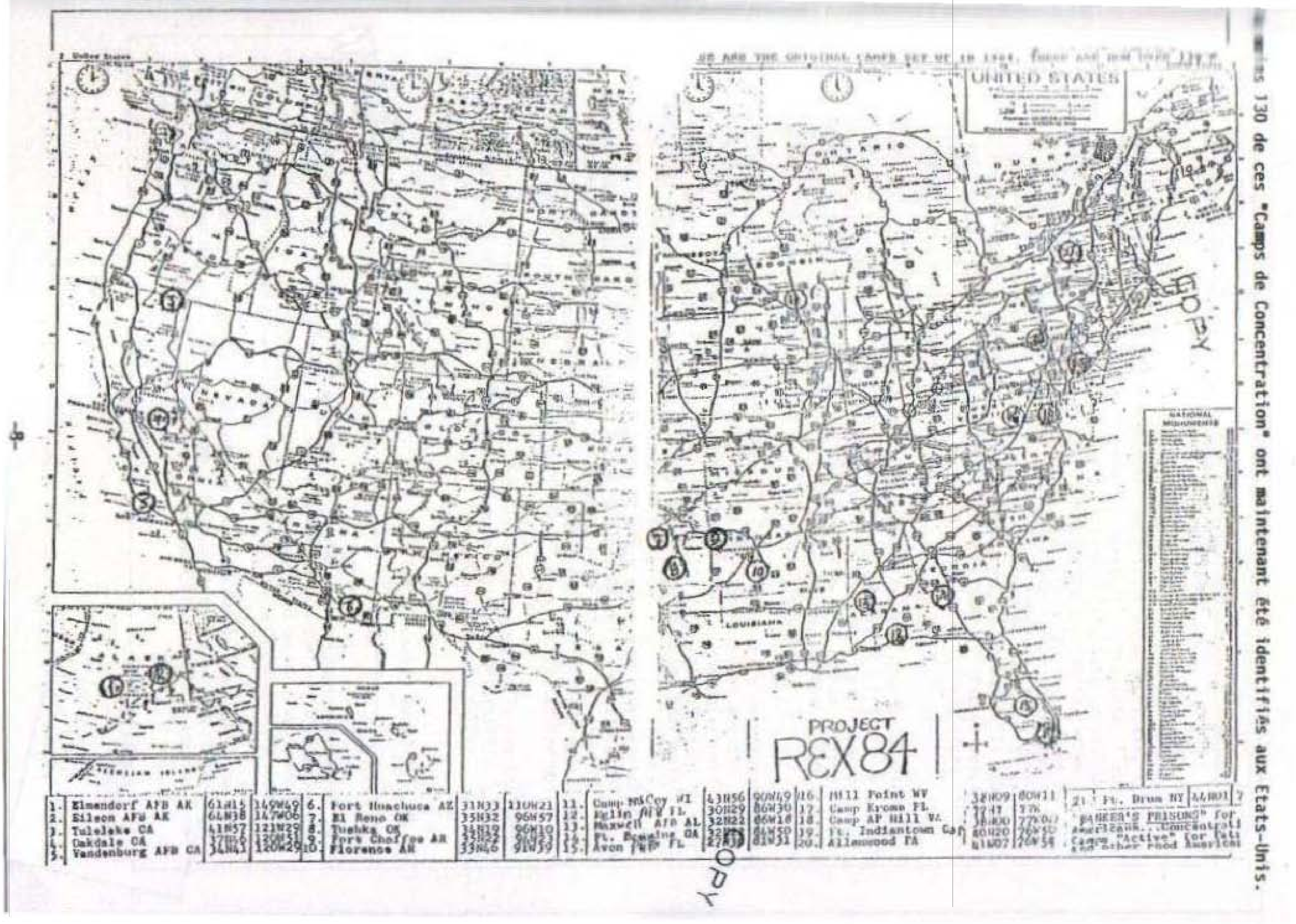
Et dans le même sens, jusqu'où alla la responsabilité de ceux qui s'opposérent à l'établissement du communisme? Et même ceux qui, tel le Canada et les Etats-Unis, à l'époque, étaient des plus conscients du régime de terreur qui était dans sa phase d'établissement sur le dos du peuple russe, mais ne firent rien pour en arrêter le processus?

Alors jusqu'où ira la responsabilité de tous ceux qui, pour des raisons différentes, tant des organisations politiques que religieuses, refuseront de vérifier jusqu'au bout l'existence actuelle de "Camps de Concentration en Amérique du Nord"? Les organismes politiques pour ne pas se couper volontairement de la prise possible du pouvoir dans l'avenir; les organismes religieux qui, d'une manière insinueuse, inversée et tortueuse, à dire et à répandre que ce serait dangereux de parler du mal sous prétexte que ce serait là lui accorder trop d'importance! Et puis quoi encore?

La peur, la lâcheté, l'aveuglement ont des limites: celles de l'éclatement, tôt ou tard, de la vérité!

Enfin, peut-être se trouvera-t-il un journaliste, complice du pouvoir, et aveuglé par l'idée que l'information ne doit pas bouleverser les habitudes de chaque jour, qui poussera l'absurde à ses extrêmes limites en demandant au pouvoir politique américain s'il est vrai que de tels camps existent? Et les Officiels de répondre: "Mais nous ne sommes pas des tortionnaires! Quelle question pour un homme jugé aussi sensé que vous!" Et le journaliste de reproduire telle quelle la réponse afin, surtout, de ne pas troubler le sommeil de qui que ce soit, et espérer un salaire des mieux rénumérés! Et la population de réagir en disant:"C'était là d'autres histoires de peur provenant de personnes inconnues; une chance que nous avons des personnes responsables à la Radio et à la Télévision officielles!!!"... ... ...

Serge Monast, 18 Juillet 93.



-8-

...es 130 de ces "Camps de Concentration" ont maintenant été identifiés aux Etats-Unis.

NOTE DE LA REDACTION

Le "Document" reproduit ici dans sa totalité, et traduit de l'américain, fut produit par le Dr. William R. Pabst, de Houston au Texas. Il représente l'aboutissement de recherches [dangereuses] produites, par ce dernier, dans le seul but d'en arriver à faire clairement ressortir une réalité dramatique cachée, et mettant en danger l'existence même de la "Démocratie" aux Etats-Unis. Le Titre exact du "Document" de 21 pages: *"CONCENTRATION CAMP PROGRAM/UNITED STATES DEPARTMENT OF JUSTICE"*, est celui inscrit sur la première page du document tel que je l'ai reçu. En outre, sa traduction fut vérifiée à plusieurs reprises, et lorsque la traduction d'un nom de "Code" ou d'un "Organisme Militaire" aurait pu se révéler hasardeuse, et représenter une confusion possible par rapport au sens original, alors il fut laissé tel quel dans sa langue originale.

A notre point de vue, ce "Document" est publié intégralement pour la première fois dans sa version originale, et c'est une première que de le voir traduit en langue française. Isolé en tant que pièce d'information, il pourrait facilement être contesté, remis en question par plus d'un, mais comparé avec d'autres sources d'information, anciennes et plus nouvelles,alors il devient révélateur d'une réalité que plusieurs ont tenté de garder caché pour plusieurs raisons.

Quoique plusieurs pourraient penser du Dr. Pabst__la destruction de réputation, le discrédit, cela n'a-t-il pas toujours été le fer de lance de tout pouvoir visant, en premier lieu, la protection de ses intérêts sur le dos des populations?__, il n'en demeure pas moins que ce "Document Confidentiel", tenu caché jusqu'à aujourd'hui, est révélateur d'un malaise grandissant au sein du "Pouvoir Américain".

Nous espérons que sa publication représente le début d'une série de véritables Enquêtes Journalistiques par lesquelles, non seulement il serait possible de faire toute la lumière sur ce sujet des plus alarmants, mais encore, il pourrait être redonné à la profession journalistique son sens originel, celui de protéger les populations contre les différents abus du "Pouvoir" sous toutes ses formes!

Et tel que me l'écrivait un Journaliste d'une Agence Internationale des Etats-Unis __celui-là même qui m'a fait parvenir une copie du "Document Original": *"Serge, these few items touch the surface of a deep (and growing) topic. Do let me know your thoughts and findings".*__

Serge Monast, le 21 Juillet 93.

CONFIDENTIAL

INTRODUCTION DU DOCUMENT. Cette transcription est présentée par SPIRAL: "Société vouée à la Protection des Droits et Libertés des Individus", une Organisation dont le but est d'informer le public au sujet d'activités qui pourraient, et qui de fait restreignent nos libertés inaliénables, telles que celles-ci furent définies dans la Constitution Américaine.

La plupart des ces activités ne sont habituellement pas rapportées dans la majeure partie des Média accessibles aux masses populaires, et cela pour des raisons plus qu'évidentes. C'est pourquoi il devient nécessaire d'informer le public à propos des dangers menaçant nos droits et libertés à travers des "Rapports" tel que celui présenté ici.

ORIGINAL

Le rapport que vous êtes sur le point de lire couvre, en entier, la recherche et les efforts infatigables d'un homme dont le but fut d'exposer les plans du Gouvernement Fédéral Américain visant à instaurer un gouvernement de type dictatorial dans ce pays_les Etats-Unis_; plans incluant, la détention de citoyens américains considérés comme [Ennemis des Etats-Unis], dans des camps de concentration installés à travers le pays.

Cette information très particulière ne couvre, en fait, qu'une infime partie des nombreuses atrocités perpétrées contre des citoyens américains, et cela sur le dos du peuple américain dans son ensemble.

ORIGINAL

CONFIDENTIAL

"TRANSCRIPTION D'UN MESSAGE ENREGISTRE, ET CONCERNANT L'INSTAURATION D'UN GOUVERNEMENT DE TYPE DICTATORIAL AUX ETATS-UNIS"

I. UNE QUESTION D'URGENCE NATIONALE: "L'USURPATION TOTALE".

I.1. "PLAINTES ET POURSUITES JUDICIAIRES EXTRAORDINAIRES"[2]:

Ici le docteur William R. Pabst. Mon adresse est ...Houston, Texas. ...Ceci est mon rapport, revisé en 1979, à propos du programme de "Camps de Concentration" mis sur pied par le Département de la Défense des Etats-Unis.

Le 20 avril 1976, après une enquête rapide, mais très approfondie, j'ai intenté une poursuite au nom du Peuple des Etats-Unis contre plusieurs personnes qui avaient joué un rôle-clef dans la mise en place d'un programme de conspiration visant à se débarrasser des Etats-Unis tels qu'on les connaît aujourd'hui. Ceci est pour vous, les plaignants_le Peuple des Etats-Unis_, un rapport en progression. Le numéro d'action civile de la Plainte est le 76-H-667. Il est intitulé: "Plainte contre le Programme de Camps de Concentration du Département de la Défense". La Plainte fut logée à la Cour du District pour le District du Sud du Texas, division de Houston. Le Juge responsable de l'affaire était le Juge Carl Bue.

I.2. "LE CARROSSE NAZI..."[3]

Vous avez sans doute déjà entendu parler de l'histoire suivante: [Il était une fois, sous le Régime Nazi, en Allemagne, un homme qui travaillait dans une usine de carrosses d'enfants. Sa femme attendait un enfant, mais le gouvernement Nazi de l'époque ne permettait à personne d'acheter un carrosse. Alors l'homme décida qu'il allait lui-même amasser secrètement une à une les pièces dans chaque département où celles-ci étaient fabriquées, et ainsi construire par lui-même son propre carrosse. Lorsque les pièces furent amassées, lui et sa femme les regroupèrent toutes, et les assemblèrent. Et lorsqu'ils eurent complété leur travail, ce ne fut pas un carrosse d'enfant qu'ils eurent devant eux, mais plutôt un fusil-mitrailleur!].

I.3. "CONSTITUTION POUR LES NOUVEAUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE"[4]:

Et c'est précisément ce genre de situation que je compte vous présenter à propos de toute cette affaire. Le Centre d'Etudes des Institutions Démocratiques a récemment complété une ébauche de nouvelle Constitution pour les "Nouveaux Etats-Unis d'Amérique". Ce Centre est subventionné par les Fonds Rockfeller_[Cette famille de financiers New-Yorkais a, entre autres, sous sa juridiction, la Commission Trilatérale, le Club de Rome, les Fédérations du Gouvernement Mondial, l'Institut pour un Ordre Mondial, l'Union Mondiale des Fédéralistes, l'Assemblée Américaine, l'Association Américaine pour les Nations-Unies, le Centre pour les Etudes Avancées en Sciences Béhavoriales, l'Agence de Protection de

l'Environnement, l'Institut des Lois sur l'Environnement, l'Association pour le Conseil... de l'Institut Techonologique du Massachussetts (M.I.T.)/en ce qui a trait aux fonds octroyés pour l'Environnement et l'Ecologie/, 10% du Bureau de la Réserve Fédérale des Etats-Unis, dont ... détenus par Rothschild, et le C.F.R.] (5). Pour vous donner une juste idée du type de Constitution proposée,le terme "URGENCE NATIONALE" y est mentionné au moins I34 fois. Ce document ne comportait aucune [Charte des Droits], et le droit de posséder des armes y était révoqué.Dans un même temps, la "House Concurrent Resolution #28" était placée en position d'attente d'un Congrès Constitutionnel pour/ou avant le 4 juillet I976. La présidence d'un tel Congrès aurait été confiée à nul autre que Nelson Rockefeller, Vice-Président et Président "pro tem" du Sénat. Cette Résolution particulière fut placée en attente dans un Comité. Il est évident qu'aucun fonds ne serait dépensé pour de tels projets d'envergure à moins qu'il y ait suffisamment de probalités pour que de tels programmes soient actuellement mis en place.

Cependant, au cas où le peuple Américain ne voudrait pas volontairement adopter une nouvelle Constitution, celle-ci représentant moins de problèmes aux yeux de ceux qui désirent implanter une dictature, il y aurait "l'Ordre Exécutif #11490", incluant de fait ses propres précédents à partir du moment où il serait cité. L'Ordre Exécutif en question autorise les Secrétaires des diverses Agences concernées à se préparer à tout type de situation d'Urgence Nationale incluant, mais ne se limitant pas à celles mentionnées dans l'Ordre Exécutif lui-même_. Si vous lisez cet Ordre Exécutif,vous découvrirez, par conséquent, qu'il n'y a rien qui fut laissé à l'imagination. Pour quelque raison concevable, une situation d'urgence peut être déclarée uniquement sur les bases de cet appeurant Décret, datant du mois d'octobre I969. D'ailleurs, l'Ordre lui-même fut préfacé en mars 69 par un autre Ordre Exécutif, celui-ci établissant les régions fédérales et leurs capitales. Tous les départements du Gouvernement y étaient impliqués, incluant même la **L.E.A.A.** (Law Enforcement Assistance Administration), et le **H.E.W.** (Health, Education and Welfare). Le Membre du Congrès, Larry McDonald, révéla au Congrès que plusieurs groupes de terroristes et de guérilla étaient financés par le Gouvernement lui-même. S'ils_les groupes terroristes_avaient en effet entrepris des activités terroristes, alors l'Ordre Exécutif #11490 aurait été mis en application.

Mais, tel que mentionné précédemment, si vous lisez l'Ordre Exécutif #11490, vous verrez qu'une "Situation d'Urgence Nationale" peut être déclarée sous prétexte de toute raison concevable, quelle qu'elle soit. Si l'Ordre lui-même devait être activé, voici ce qui arriverait: "Le jour suivant, vous et votre famille seriez en train d'attendre devant le bureau de Poste de votre localité avec vos voisins; la porte d'entrée obstruée par des files interminables de gens attendant d'être inscrits. Après avoir attendu en ligne avec votre famille pendant des heures, vous passez finalement les portes. Une fois à l'intérieur, vous entendriez le caissier_maître de poste_, portant brassard, dire à un inscrit effrayé: [Ecoutez, il n'y a rien que je puisse y faire. Le camion attendant derrière l'édifice va vous emmener dans un camp de travail où vous avez été assigné. Votre épouse a été assignée dans une usine, et il n'y a rien que je puisse faire.] Puis votre fille ou votre garçon, levant les yeux vers vous, et demandant: "Papa, pourquoi sommes-nous ici?"

[Impossible? Faites un retour en arrière, et demandez à ceux ayant survécu aux camps de concentration Nazi comment, de quoi se composa la période les ayant précédés? Quel fut le contenu des discours et des raisons officielles alors fournies aux populations juives pour leur cacher de telles manoeuvres, réalisées sur une base aussi massive? Saviez-vous que des Juifs, à l'époque, ont même fourni aux Nazis des sommes d'argent, des bijoux de famille afin de pouvoir défrayer eux-mêmes le coût de leur voyage, transport en train vers les camps de concentration, tant ils avaient été convaincus qu'ils devaient être amenés vers des camps spéciaux de travail, humainement aménagés pour eux?

En outre, advenant des troubles raciaux sans précédents aux Etats-Unis_fomentés par qui au juste?_ (même que des groupes d'études indépendants, aux Etats-Unis, avancent l'hypothèse, en partie prouvée, que les troubles de Los Angeles auraient été permis afin de fournir aux autorités militaires et policières un terrain d'essai miniature devant servir de base pour des opérations de plus grandes envergures_), quelle serait alors la procédure exacte? Lors d'une arrestation massive, il pourrait vous être répondu: "A votre arrivée au Camps, vous expliquerez votre cas au Responsable!" Vous expliquer comment, alors que vous seriez retranché de tout appareil légal, de tout contact personnel pour vous défendre? Impossible???] (6)



2. INSTAURATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT.

2.I. "L'ORDRE EXECUTIF #11490": (7)

Comme vous pouvez le voir, vivre dans un pays libre implique beaucoup plus que produire des versements d'hypothèque. Vous devez être conscients de ce qui se passe, agir en fonction, et participer au gouvernement; c'est-à-dire, vous impliquer! En examinant la Charte d'organisation de l'Ordre Exécutif #11490 pour découvrir comment nous avons tous aidé à financer_ à travers nos impôts_, la mécanique visant à renverser notre Constitution, nous apprenons aussi que l'Ordre Exécutif #11490 accorde certains pouvoirs au Bureau de Préparation face aux Urgences qui, en retour, accorde pour sa part,un pouvoir aux différents départements du Gouvernement Fédéral.

[Qui, en France, au Canada et au Québec scrute en profondeur les nouvelles Lois, Décrets et autres mesures prises par le Gouvernement, et peut-être même passées sur notre dos?] (8)

Si l'Ordre en question devait être appliqué, les Bureaux de Poste seraient automatiquement responsables d'un "Programme d'Enregistrement National". De son côté, le Département d'Etat serait responsable de la protection des équipements et du personnel des Nations-Unies, ainsi que de la prévention d'évasions hors du territoire des Etats-Unis. Le Départements de la Défense, pour sa part, serait responsable des expropriations industrielles, de la direction des services et du système de production national, du contrôle de la censure et des communications, et de l'expropriation d'installations non-industrielles. Quant au Département du Commerce, celui-ci serait responsable de l'expropriation, de la sélection et de la distribution des biens_ce qui équivaudrait, en fait, au pillage systématique des Etats-Unis_, du recensement et des ressources humaines.

Le Département du Trésor, quant à lui, serait responsable d'amasser les biens monétaires et non-monétaires, et pour la re-création de preuves des actif et passifs. Le Département de la Justice, enfin, partagerait,avec le Département d'Etat, la responsabilité de la prévention des évasions hors des Etats-Unis; du réapprovisionnement des stocks de narcotiques; d'une force de Police Nationale;des Institutions correctionnelles et pénales, et de l'utilisation des prisonniers pour augmenter la main-d'oeuvre_ce qui équivaudrait à la fabrication d'une main-d'oeuvre du type esclave_.

Quant à la Banque Fédérale (qui, dit en passant, n'est pas une banque FEDERALE), celle-ci serait responsable de la régularisation des retraits bancaires de la monnaie. La **G.S.A.** (General Service Administration), celle-ci serait responsable de la confiscation de la propriété privée pour usage gouvernemental. Le **H.E.W.** (la Santé, l'Education et le Bien-Etre Social), quant à eux, seraient responsables de la nationalisation de l'Education _ce qui d'ailleurs a déjà été entrepris par le Département de l'Education_, ainsi que des Services de Santé, des Hôpitaux et des Institutions Psychiatriques. Pour ce qui est du Département du Travail, celui-ci serait responsable de recruter la main-d'oeuvre;de sélectionner celle-ci; de la referer, et de la répartir, dans cet enregistrement national, à ce que chaque personne déjà inscrite dans les Bureaux de Poste, serait avisée de l'endroit où il/ou elle devrait aller travailler. Le **H.U.D.** (Housing and Urban Development) serait responsable du transfert des personnes vers des lieux d'habitation permanents ou temporaires situés dans des zones d'urgence régionale de plannification et de coopération. Et le Département des Transports serait responsable, quant à lui, du renforcement de la Loi d'Urgence, et du contrôle et des déplacements des passagers, ainsi que de l'opération d'urgence du chemin de fer de l'Alaska.

*Il y a deux Agences spécifiques que nous devons observer, et conserver à l'esprit. Ce sont le **H.E.W** (Health, Education and Welfare), et le Département de la Justice, car ces deux Agences sont directement reliées au Département de la Défense. Les différents départements militaires font partie du Département de la Défense. Sous celui-ci, nous retrouvons le Secrétaire des Armées, le Chef d'Etat Major,le Député Chef d'Etat Major du Personnel et de l'Application de la Loi, le Commandement des Forces militaires de l'Armée américaine, de la Réserve de l'Armée Continentale et de la Garde Nationale. Et sous cet ensemble, se trouvent les Quatre Armées qui di-

CONFIDENTIAL

visent les Etats-Unis. Sous la Cinquième Armée, se trouve le "Provost Marshal" qui est directement relié au Député-Chef d'Etat Major pour le Personnel chargé de l'application de la Loi. Sous le "Provost Marshal" de la Cinquième Armée, se trouve le 300e Commandement de la Police Militaire chargé des Prisonniers de Guerre, et stationné à Livonia, au Michigan.

ORIGINAL

2.2 "**Politique Militaire et Loi Martiale**":(9)

A ce stade-ci, je cite, du livre "On Watch", de l'Amiral à la retraite Elmo Zumwalt, les faits suivants:

"Kissinger déclara: Je crois que le peuple américain n'a pas la volonté de faire les choses nécessaires pour atteindre à la parité, et pour maintenir la supériorité maritime. Je crois que nous devons essayer d'obtenir le meilleur arrangement possible dans nos négociations avant que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ne perçoivent ces changements, et l'équilibre qui en découle. Lorsque ces perceptions seront inclues dans les accords, et que les deux parties sauront que les Etats-Unis sont inférieurs, nous devrons avoir obtenu le meilleur arrangement que nous pouvons. A ce moment-là, les américains ne seront pas heureux que j'aie opté pour un arrangement en second, mais il sera trop tard.

"Zumwalt demanda: Dans ce cas, pourquoi ne pas l'amener devant le peuple américain? Ils n'accepteront pas la décision de devenir les deuxièmes meilleurs pendant que nous sommes dans une position de Revenu National Brut double de celui de l'U.R.S.S.

Kissinger répondit: C'est une question de jugement. Je juge que nous n'aurons pas leur appui,et si nous le demandions, et dévoilions ce fait_comme nous devrions le faire_, alors nous perdrions notre force de négociation avec les Soviets.

Zumwalt demanda donc: Mais n'est-ce pas là l'ultime immoralité dans notre démocratie: De prendre une décision d'aussi grande importance pour le peuple, mais sans le consulter?

"Kissinger répondit alors: Probablement, mais je doute qu'il y ait un million de personnes qui pourraient même comprendre l'issue de la question.

"Et Zumwalt de répondre: Même si cette présomption est correcte, ce million peut tout de même influencer l'opinion de la majorité. Je crois qu'il est de mon devoir d'opter pour l'autre choix.

"Et Kissinger de conclure: Vous devriez prendre garde que vos paroles ne provoquent une réduction du budget de la Marine".

Nous voyons donc quel est l'opinion du Département d'Etat par rapport au peuple. Un autre fait:le 30 décembre 1975, la Garde Nationale de Californie annonça, dans un communiqué de presse_dont je possède une copie_, que les bataillons de la Police Militaire de l'Etat étaient organisés, et entraînés pour faire face immédiatement à pratiquement tout désastre civil ou provoqué de main d'homme, aussi bien que pour assister les forces policières dans des situations d'urgence, ou même pour achever aussi bien leur mission d'assistance policière ou militaire. Je demandai à quatre des accusés dans cette affaire quels étaient leurs ordres de mission; ils ne le dévoilèrent pas, bien qu'ils aient affirmé que cette information était du domaine public.

L'entraînement en question pour la Garde Nationale de Californie couvre des sujets tels que: avoir à faire avec des individus et/ou des populations civiles, avec les procédures de détention, avec les droits des citoyens, et autres affaires similaires. Et vous savez aussi bien que moi que lorsque la Loi Martiale est décrétée, ou encore les Règlements Martiaux , les citoyens n'ont pas de droits, tout simplement parce que la Constitution est suspendue. Même les uniformes des Gardes Nationaux qui participent à ce programme sont différents des uniformes réguliers. Les porte-paroles de l'Armée refusent de dévoiler plus d'information quant à ces uniformes. Mais les unités para-militaires du Département du Sheriff de Los Angeles, qui eux aussi ont reçu cet entraînement, ont des uniformes de combat teints en noir.

Un autre fait semblable est le "Plan de préparation aux Désastres", du Centre d'Approvisionnement du Corps de Marine situé à Barstow, en Californie. Voici un extrait de ce Plan: D'après la Constitution et les Lois des Etats-Unis, le maintien de la loi et de l'ordre est la responsabilité des Gouvernements locaux et des Etats. Et l'autorité de maintenir la paix et d'appliquer la loi revient de fait aux autorités de ces gouvernements. Il y a par contre des exceptions spécifiques au concept cité ci-dessus: Une de celles-ci se rapporte aux interventions fédérales face à des désordres civils dans certaines situations. Les commandants militaires sont considérés comme ayant cette autorité inhérente pour prendre toute mesure raisonnable pour la protection de la vie et de la propriété dans l'éventualité d'une calamité publique inattendue qui perturbe le processus normal du gouvernement, et qui représente une urgence si éminente, qu'il devient dangereux d'attendre des instructions des autorités appropriées. Ceci inclut les devoirs d'application des lois. Le manuel mentionne quelque chose comme **"GARDEN PLOT FORCES"** , dont nous traiterons du sujet plus en profondeur plus loin.

Don Bell _qui publie un rapport hebdomadaire_ rapportait, le 25 juillet 1975, qu'en mai 75', le Groupe des Affaires Civiles 303 de la Réserve de l'Armée Américaine, situé à Kearny, N.J., effectua un exercice en vue de mieux préciser quels seraient les plans pour un renversement militaire du Gouvernement de l'Etat du New Jersey. D'après le Colonel Frances Clark, ils ont effectué des études similaires pour voir comment se saisir, par exemple, du Gouvernement municipal et de comté dans les années précédentes. Mais ceci était la première fois qu'ils étudiaient le gouvernement de l'Etat. De telles Unités avaient été entraînées pendant la deuxième Guerre pour s'emparer de Gouvernements à l'étranger. Mais jamais nous n'avons eu de troupes fédérales s'entraînant pour renverser des Gouvernements dans les Etats-Unis. Si la violence ou une catastrophe survenait, la Garde Nationale _sous le commandement du Gouverneur_ entrerait alors en action.Mais ceci n'est définitivement pas la situation en ce moment ... ...

ORIGINAL

3. LE CONTROLE DES FOULES [DES MASSES].

3.1. "Opération Cable Splicer": (10)

Le 16 février 1975, le "San Gabriel Valley Tribune" rapportait que la **L.E.A.A.** subventionnée par le Département de la Justice_, et la "Police Foundation"_subventionnée par la Ford Foundation_,étaient les principaux intervenants dans les plans pour instaurer une force de Police Nationale. Toutefois,ces deux Organismes prétendent être en faveur de forces de police locales. Le programme complet impliquait des unités militaires ayant pour rôle de s'emparer de l'administration des Gouvernements locaux et des Etats. Ce programme portait le nom de **"Operation Cable Splicer"** , nom lui ayant été octroyé par le Groupe des Affaires Civiles de l'Armée, étant lui-même à son tour un sous-plan de **l' "Operation Garden Plot"** _le Programme de Loi Martiale_.

La méthode par laquelle le concept de Police Nationale a été présenté au public a changé. A l'origine il était déguisé sous le couvert d'une protection contre les désordres civils. Le programme était le suivant:

1-Empêcher la population de se regrouper dans les rues;
2-Isoler et neutraliser les dirigeants de la révolution;
3-Dispersement des foules et des protestataires.

Ceci était suivi de poursuites efficaces dans le but de: 1- Valider l'action de la Police;2- Priver les détenus de tous moyens de propagande; 3- Les priver de l'opportunité de recevoir des compensations monétaires de la police pour avoir été arrêtés.

Permettez-moi de citer le scénario qui fut alors développé pour "l'Opération Cable Splicer", Un, deux, et Trois,afin de justifier les nécessités de traiter avec les désordres civils:

Phase un: Une arrestation et une fusillade provoquent la colère de la foule, et des menaces contre les représentants officiels; une émeute commence à prendre forme. Phase deux: Des véhicules de la police sont attaqués; plusieurs tentatives d'assassinats surviennent contre des personnages publics,puis ap-

CONFIDENTIAL

paraît la destruction et les raids d'armes, et des milliers de personnes commencent à se rassembler; la police locale perd le contrôle. Phase trois: Mouvements accrus des émeutiers, et les foules doivent être dispersées avant qu'elles ne développent de la sympathie envers les émeutiers. La Garde Nationale et la Police perdent le contrôle.

ORIGINAL

Un tel scénario permet la transition, par étapes, du Gouvernement de l'Etat au contrôle du Fédéral. _[N'est-ce pas ce qui est justement arrivé à Los Angeles, lors des émeutes; ce qui permet de comprendre mieux pourquoi la Police, dans les premiers temps des révoltes publiques, s'écarta de toute action directe contre les premiers émeutiers._] (11) _[Au mois de mars 1992, une deuxième personne communiqua, par "Ondes Courtes" lors d'une émission de lignes ouvertes, pour confirmer qu'il avait vu des mitrailleuses montées sur des "boxcars" à San Fernandino, en Californie. (S.B. Co. est le plus grand comté de la Californie. Sa population noire rivalise en proportion avec celle du comté de Los Angeles.)] (12)_Le "Deputy Attorney General" de la Californie déclara, lors d'une Conférence de la "Cable Splicer Three", que quiconque qui attaque l'Etat, même verbalement, devient par définition, un révolutionnaire et un ennemi. Ils sont des ennemis, et par conséquent, ils doivent être détruits._[Ces propos ressemblent étrangement à ceux tenus par Kim Campbell, maintenant Première Ministre du Canada, lors de sa campagne au leadership du Parti Conservateur Canadien.]_(13)

Ce programme fut enseigné dans à peu près tous les Etats à l'ouest du Mississipi, et incluait, comme participants, des militaires des forces actives locales, de la Réserve militaire, et de la Police civile. Le Titre du cours était: "Cours pour faire face à une Urgence Civile". La version officielle qui devait être donnée si quelque question devait être posée à propos de ce programme était: "L'activité est un effort soutenu de liaison entre l'application de la loi et les Militaires, de même que la poursuite des coordinations établies l'an dernier." _[N'est-ce pas là le genre de version publiée habituellement par nos journalistes québécois et canadiens, en apparence incapables de réflexion, et de volonté pour aller fouiller plus loin que les réponses officielles qu'ils reçoivent, et publient candidement pour le plus grand malheur de la population concernée?]_(14)

En 1976, le "Oakland Tribune" reproduisait la plus complète explication, analyse de ce qui se tramait, _à propos de l'Opération Cable Splicer_. Celle-ci fut rapportée dans sa version première dans le "National Chronicle" qui, de plus, y ajoutait une analyse portant sur le Rapport. _Le rédacteur-en-chef du Oakland Tribune mourut soudainement après que la nouvelle ait été publiée._ Et je cite:

*"Samedi dernier, la Garde Nationale de Californie dévoilait l'existence d'une nouvelle Force d'Assistance pour l'application de la Loi—**L.E.A.F.**, une Unité de Police Militaire spécialement entraînée et équipée, dont les membres serviront de Troupes de Choc dans la guerre de l'Etat contre les démonstrateurs et les opposants politiques.*

"J'ai vu une démonstration complète de ce que la Garde Nationale de Californie aurait préparé pour la prochaine Révolution Américaine. Des hélicoptères, des escouades tactiques (S.W.A.T.), des policiers civils-militaires casqués et bottés, avec des fusils de calibre .12, des pistolets de calibre .38, .45, des radios, des Walkie-talkies, des Centres de Contrôle d'Intelligence reliés entre eux pour une communication instantannée avec n'importe quelle Force de Police de l'Etat. _[Le terme S.W.A.T. fut ajouté par la rédaction pour mieux identifier le sens d'escouades tactiques.]_.

***L.E.A.F.** est une Unité de 1,000 membres assemblés cette année pour traiter de problèmes uniques d'assistance légale, telles que des désobéissances civiles massives, des démonstrations de protestation et des émeutes. En d'autres mots, briser des têtes, et recueillir des noms. **L.E.A.F.** a le soutien du Gouverneur Brain, un quart de million de dollars en subventions du Gouvernement Fédéral, et aucune opposition de la part des Groupes pour les libertés civiles.*

*Pourtant, en dépit de toutes ses inaptitudes, **L.E.A.F.** possède d'effrayantes possibilités, du point de vue des Libertés civiles. C'est un produit direct provenant des Conférences Californiennes "Cable Spli-*

ORIGINAL

une série de réunions secrètes de haut niveau entre des Officiels du Gouvernement, des Officiers de l'application de la loi et des planificateurs militaires; réunions s'étant tenues vers la fin des années 60' et au début des années 70'. Des réunions furent tenues aussi loin qu'en 1975 comme beaucoup de rapports du domaine public le démontrent. Ce sont ces Conférences que le Magazine "Counter-Spy" avait identifiées comme étant le "Sous-Plan **Garden Plot**", *version Californienne.*

CONFIDENTIAL

"Gary Davis, le bras droit du gouverneur Brown, prétend que le ***L.E.A.F.*** *est là pour assister la police civile, non pour la remplacer. Gary ajoute: "Les civils peuvent s'attendre à un système policier civil d'application de la loi plutôt qu'à un système plus connu de Loi Martiale." Malgré ces assurances, les exercices de* ***L.E.A.F.*** *ressemblent, de façon alarmante, au "Coup d'Etat" décrit dans le roman: "Seven Days in May".*

"Des soldats de ***L.E.A.F.***, *avec leurs matraques, se tenaient aux intersections, arrêtant les voitures ayant à leur bord des occupants suspects, vérifiant les cartes d'identité, et intimidant les passants avec leurs uniformes d'Escouade Tactique, leurs brassards et leurs casques. Plus révélateur encore, plusieurs participants à cet exercice de samedi, ont admis que même sous ce genre d'exercice simulé, plusieurs incidents avaient eu lieu, incidents où les troupes de* ***L.E.A.F.*** *avaient fait usage de force excessive pour dissuader les troubles, bien que leurs ordres le leur interdisaient."*

L'ancien administrateur de **L.E.A.F.**, Charles Rosgovin, fut enregistré sur fiche parce qu'il avait déclaré que la Force de Police locale avait échoué, et devait être emplacée par une Force de Police Nationale. Patrick Murphy, l'administrateur de la "Police Foundation" déclara: "Je n'ai aucune crainte par rapport à une force de police nationale. Nos 40,000 départements de police ne sont pas sacrés, intouchables." L'ex "Attorney General", William Saxby, a servi l'avertissement que si nous continuons comme c'est actuellement le cas, le crime va nous envahir, et la police nationale devra prendre le pouvoir. [D'une manière différente, mais pas si différente que cela en fin de compte, cela ressemble bizarrement aux propos de certains, ici au Québec, qui comptent faire changer les lois afin de pouvoir présenter des policiers dans les prochaines élections...] (15)

Pour les policiers qui ne collaborent pas, mais veulent toujours être que de simples policiers, il y a leur programme de "Contemporary Research, Inc.": une organisation de psychologues, de sociologues, de spécialistes de l'éducation et d'experts en économie qui travaillent à trouver une solution à plusieurs des problèmes sociaux d'aujourd'hui. La même organisation développe des programmes informatiques spécialisés pour le nouveau système militaire de Commande et de Contrôle Mondial, aussi bien que des systèmes informatiques de base pour les Agences d'application de la loi situés à tous les niveaux du Gouvernement.

A elle seule, la **L.E.A.A.** recevra plus d'un millard de dollars par année pour les quatre prochaines années, même si elle s'est avérée pourtant inefficace pour combattre le crime. Ceci parce que la **L.E.A.A.** n'est pas conçue pour combattre le crime; elle est conçue pour développer un système dans le but de prendre le contrôle des Etats-Unis avec l'aide du Département de la Défense.

4. L'ETAT POLICIER PLANIFIÉ.

Un des programmes sur lesquels travaille la **L.E.A.A.** pour sa lutte contre le crime est la "Psycho-chirurgie". Si vous ne coopérez pas avec leurs programmes, vous serez opéré de manière que vous serez aussi coopératif qu'une machine à calculer. D'autre part, la **L.E.A.A.** supporte la recherche sur les drogues pour les mêmes raisons: neutraliser les sources neurologiques de la violence. Donc, par exemple, si une loi interdisant la possession d'armes à feu était instaurée, vous seriez automatiquement placé dans un de ces programmes si vous deviez refuser de coopérer. Les exercices de contrôle du **L.E.A.A.**, au niveau de l'Etat, proviennent directement du Bureau de la Planification de la Justice Criminelle du Bureau même du Gouverneur. Ici, au Texas, M. Robert C. Flowers est toujours le directeur exécutif de ce bureau. Mais tous les Etats possèdent ce Département particulier.

ORIGINAL

CONFIDENTIAL

[illegible] information est encore plus troublante lorsque comparée avec d'autres provenant de diverses sources. Par exemple, cette information datant de mai 1993, et traitant de l'Organisation Mondiale de la Santé faisant partie des Nations-Unies, à savoir que celle-ci rapportait, dernièrement, 'que la violence devrait être traitée avec les mêmes contrôles réguliers que ceux existant dans le cas de maladie.' La solution alors proposée par l'Organisme serait 'Un contrôle des armes', et pour commencer, il devrait y avoir, toujours selon cette dernière, 'une taxe fédérale américaine de 100% sur la vente de toutes les armes et munitions,'] (16)

[D'autre part, et ayant trait à une information exclusive obtenue d'une Agence de Presse Internationale qui sera publiée, en entier, dans notre Numéro Spécial de Septembre 1993, à savoir: "Les Recherches et mises au point Technologiques, entre la CIA et les Forces Armées Américaines, pour le Contrôle des Individus". Cette information-Enquête non encore disponible aux Etats-Unis, se rapporte aux nouvelles technologies déjà expérimentées avec succès sur des êtres humains, à leur insu, et partant de l'introduction de mini-appareils (récepteurs-émetteurs) dans des zones précises du cerveau humain, jusqu'à l'injection de "Cristaux liquides", par voies intraveineuses, sous forme de supposés vaccins _selon certains_, ou d'injections directes _preuves à l'appui_; cristaux ayant des propriétés électro-magnétiques pouvant être controllés à partir de satellites, et déjà programmés pour se loger d'eux-mêmes dans les zones de la mémoire du cerveau humain. Il ne s'agit plus ici de science-fiction; au contraire, c'est maintenant une réalité militaire ayant déjà été plus d'une fois expérimentée avec succès sur des êtres humains _sans leur consentement_, dans des hôpitaux et des Centres médicaux reconnus dans différents pays. Il est dès lors possible de se rendre compte de l'évolution très rapide de la technologie militaire dans ce domaine depuis les années 75'; de même que les dernières découvertes dans le domaine Militaro-médical nous permettent de prendre consicence: la continuité des intérêts et des efforts du "Complexe Militaro-Industriel Américain" dans cette volonté d'en arriver à contrôler directement les individus! Mais contrôler les populations en fonction de quoi au juste?] (17)

En mai 1975, la "**L.E.A.A. Newsletter**" décrivit les fonctions de l'une de ses organisations: "L'Institut National de l'Application de la Loi et de la Justice Criminelle". Cette organisation subventionne quelque chose connu sous le nom de: "Centre de Liquidation des Nations-Unies", à Rome, en Italie. La fonction de cette organisation, entre autres choses, est l'échange de l'information des Systèmes de Justice Criminelle avec l'U.R.S.S. Et il va sans dire que nous n'avons rien à apprendre de l'U.R.S.S. en matière de Justice Criminelle. Ces projets inconcevables furent payés par nos taxes.

Les noms de Code pour ces projets sont: **"Garden Plot"** et **"Cable Splicer"**. **Garden Plot** est le programme de "Contrôle de la Population". **Cable Splicer** est le programme pour une Prise du Pouvoir _méthodique_ des Gouvernements locaux et d'Etat par le Gouvernement Fédéral.

Une enquête fut complétée en novembre 1975 par quatre sources différentes: La publication conservatrice "American Challence", le gauchiste "New Times"; la Fondation finançant les subventions pour le Journalisme d'Enquête; et, Don Wood du fiable "Ozark Sunbeam". Celle-ci concerne la Création potentielle d'un Etat Policier à travers l'utilisation du Pentagone et de son "Dossier d'Intelligence Informatisée" _logée dans le sous-sol du Pentagone_, portant sur des milliers de citoyens fichés par la Garde Nationale, par les Départements de Police locaux et des Etats, la **L.E.A.A.**, les Forces Militaires "en civil", les Escouades Tactiques et le Département de la Justice.

Le Brigadier Général J.L. Julenic, Officier militaire sénior du Bureau de la Garde Nationale du Pentagone a admis: "Je ne connais aucun Etat qui n'ait pas conduit ce genre d'exercices au cours de la dernière année".

Aujourd'hui, le "Manuel de Cable Splicer" est composé de six cartables à anneaux qui ne représentent que les grandes lignes de l'imminente prise de force et de destruction de notre Constitution. La 6e Armée a utilisé le terme **"Cable Splicer"** pour identifier l'Opération, mais le nom de l'Opération n'a pas été révélé pour les autres régions militaires situées ailleurs à l'intérieur des Etats-Unis.

A la page 4, paragraphe 10 de l'Information Publique, les instructions précisent:

> "Comme moyen d'empêcher la publicité négative ou ses effets psychologiques tro[illegible] quant à la coordination, la planification et la tenue de ces exercices, tous les participants militaires impliqués s'acquitteront de leurs tâches, en tenue civile lorsque les exercices seront conduits dans des établissements policiers. Dans l'éventualité que des questions soient soulevées concernant ces exercices, la réponse devra être limitée à identifier l'exercice comme faisant partie d'un effort continu de liaison militaro-policière, et comme étant, aussi, la continuation de la coordination établie l'an dernier. En page 6, les bases du Guide de Sécurité sont expliquées de manière que si qui que ce soit pose des questions, alors l'information divulguée se limitera, à la base, au fait que les exercices sont faits dans l' "Intérêt National" (la Sécurité).

[Ici, à la lecture de ce court exposé, l'on peut se rendre compte, par la manière que l'information serait rapportée par un journaliste, de la ligne de démarcation départageant le vrai "Journalisme d'Enquête" du simple rapporteur de nouvelles; ce dernier étant monnaie courante dans nos Média d'information.] (18)

Dans les festivités célébrant le succès des exercices complétés, le Général Stanly R. Larsen, Commandant de la Sixième Armée déclara: "Le défi le plus sérieux auquel nous faisons tous face est celui de se défaire de nos responsabilités légitimes. Car pour une portion significative de la société en général, celle-ci va probablement nous considérer avec méfiance, et remettre du même coup en question, voire même défier notre autorité sur la base même de notre profession. Nous devons être prêts à affronter une partie de ce défi: une portion proportionnellement dangereuse de notre société qui, en réalité, pourrait bien devenir l'ennemi intérieur.

Le Manuel renferme des instructions sur l'Opération d'Etablissements de Détention., le traitement et l'identification des prisonniers--ceci comprenant la fouille, le transport, l'alimentation, le logement et le traitement d'une classe spéciale de personnes appelées "détenus". Le Plan implique aussi, d'une manière spécifique, une proposition concernant la confiscation des armes et munitions appartenant en propre à des propriétaires.

5. DOSSIERS SUR LES PRISONNIERS POTENTIELS:

L'Armée compte plus de 350 Centres d'archives séparées renfermant des informations substantielles sur les activités politiques de civiles. Pratiquement toutes les Unités importantes de l'Armée possèdent leurs propres Dossiers fabriqués sur le modèle du fichier central. La 5e Armée, à San Antonio, possède son propre fichier composé de 100,000 dossiers. Le Poste de Commande Central est un bureau situé au Pentagone. Il y a là plus de 25 millions de Dossiers portant sur des individus, et 760,000 sur des Organisations fichées au seul Index du Bureau Central des Investigations de la Défense. Et cette information renferme des profils politiques, sociologiques, économiques et psychologiques. Tout ce genre d'information portant sur 25 millions d'américains.

Depuis 1970, les Forces de Police locales de comté et d'Etat à travers le pays ont entrepris des programmes d'urgence pour installer différentes sortes de systèmes d'information informatisés. Une grande part de tout ceci a été payé par la **L.E.A.A.** A partir de 1970, le Congrès et les "Joint Chiefs of Staff" ordonnèrent la destruction de ces banques de données, mais elles ne furent pas détruites. Toute cette collection illégale de données est maintenant située à Mt. Weather, Clark County, en Virginie de l'Ouest, ainsi que dans plusieurs autres établissements semblables du Pentagone conçues comme étant des auxiliaires aux "Pouvoirs d'Urgence" du Président selon les "Ordres Exécutifs".

Le noyau des personnes spécialisées pour instaurer ce Plan se trouve dans le "U.S. Army-Reserves-Military Police POW Command, situé à Livonia au Michigan. M. Fenrerin, du 300e Commandement de la Police Militaire chargé des prisonniers de Guerre de Livonia me répondit lorsque je l'appelai du Centre Fédéral d'Information situé à Houston, que les Camps du Commandement devaient servir pour des prisonniers de guerre é-

CONFIDENTIAL

trangers, et pour les "Ennemis des Etats-Unis".Je lui ai alors demandé si les ennemis des Etats-Unis incluaient des citoyens américains. C'est alors qu'il devint enragé, mais ne le nia aucunement; puis il me référa à un très sinistre individu des Etablissements de la Réserve Militaire, ici à Houston, et à qui j'ai parlé. Celui-ci m'expliqua que les prisonniers étaient appelés "inventaire" et "internés". Il ne nia pas que les Camps pouvaient servir pour des citoyens américains.

J'ai donc appelé le Pentagone, et j'ai parlé avec le prévenu, puis avec le "Provost Marshall" de la 5e Armée; et vous savez quoi? Aucune de ces personnes ne nia que ces Camps pouvaient servir pour des citoyens américains. Et lorsque je mentionnai les noms pour toutes les locations des Camps, le "Provost Marshall" me dit: "Au moins vous avez raison sur ce point"!

Les noms des établissements de détention que je lui ai énumérés provenaient d'une liste que j'avais obtenu du **"Ozark Sunbeam"** . Cette liste de noms était la même liste d'Etablissements désignés, sous l'ancien "Acte de Détention de 1950", comme étant des Centres de Détention d'Urgence. Mais il n'y a qu'un seul problème: "Cet Acte était supposé avoir été annulé en 1971". Après quelques recherches, j'ai fini par trouver quelle était la source du problème. Un Membre du Congrès, quand vint le temps d'annuler l'Acte de Détention d'Urgence, mentionna qu'il y avait dix-sept autres points de loi qui fournissaient les mêmes points légaux concernant la structure d'établissement de ces Camps. Le fait d'annuler l'ancien Acte de Détention n'avait donc aucune espèce d'importance. Le public avait ainsi été berné par le Congrès des Etats-Unis!

ORIGINAL

5.1. "Les Camps": (19)

Voici donc les sites désignés:

1-Caché au fond des Montagnes Appalaches du centre de la Pennsylvanie, se trouve un village affairé d'approximativement 10,000 personnes. Il y a environ 15 à 20 ans, c'était un village tranquille de 400 habitants. **Allanwood, Pennsylvanie** est relié à la ville de New York par l'autoroute inter-Etat 80. Le terrain utilisé couvre une superficie approximative de 400 acres, et il est entouré d'une clôture en barbelés de 10 pieds de haut. En ce moment, il contient environ 300 prisonniers à sécurité minimum, histoire de conserver le Camp en état de fonctionnement; mais il pourrait aussi contenir 12,000 personnes du jour au lendemain.

2-A trente milles d'Oklahoma City, sur la route 66, se trouve **El Reno, Oklahoma**, avec une population approximative d'environ 12,000 personnes. Six milles à l'Ouest de cette ville, presqu'à la vue de la route 66, il y a un Complexe de bâtiments qui pourrait très bien passer pour une petite école. Pourtant, l'installation est surplombée par un Poste de garde qui ressemble un peu à une tour de contrôle d'aéroport__ exceptée qu'elle est occupée en permanence par un garde en uniforme__. Ceci estune prison fédérale ou un Centre de Détention. Ces Camps sont tous situés près de grandes autoroutes ou des chemins de fer, ou les deux à la fois.

3- Le Camps de détention de **Florence** en **Arizona** peut contenir environ 3,500 prisonniers. Il est présentement conservé en état de fonctionnement avec la présence approximative d'environ 400 détenus légalement incarcérés.**Wickenberg, Arizona** est réputé pour son aéroport municipal qui appartenait, autrefois, au Gouvernement. Il appartient aujourd'hui à des intérêts privés. La rumeur veut qu'il peut être repris sans préavis par le Gouvernement Fédéral.

Maintenant il y a d'autres Etablissements qui existent, probablement en vertu d'arrangements similaires. Cette rumeur particulière voulant que des bâtiments puissent être repris sans préavis a cours depuis au moins neuf ou dix ans. La seule manière que ceci pourrait être établi, ce serait en jetant un coup d'oeil au contrat de l'aéroport municipal de Wickenberg ainsi qu'aux parties impliquées qui en ont la possession.

Comme je l'ai mentionné plus haut, ces noms furent ratifiés par le "Provost Marshal" de la 5e Armée qui est aussi en charge du 300e Commandement de la Police Militaire chargé des prisonniers de Guerre. Il est celui qui en a fait la vérification. Et tel qu'il l'a dit lui-même: "Eh bien, au moins vous avez raison sur ce point".

Quelques-unes des autres locations des Camps sont: 4- **Tule Lake, Californie** qui appartient en ce moment à des intérêts privés. Celui-ci pourrait aussi être repris sans préavis. Pour quelques autres, nous avons: 5- **Mill Point, Virginie de l'Ouest**. Je n'ai rien pu trouver sur Mill Point, mais dans cette région, il y a toutes sortes de prisons: Alderson, W.V., un centre de réforme pour femmes; Lewisburg, W.V., une prison fédérale; Greenville, S.C., dans le comté de Greenville, est aujourd'hui occupé par la Division d'Etat des Jeunes Délinquants. Même ce fait demeure un mystère pour les gens de cette région.

6- A **Montgomery, Alabama**, se trouve une Prison civile fédérale à la base de l'Aviation de Maxwell. Est-ce que cela ne sonne pas faux? 7- Il y en a une à **Tucson, Arizona** (David Munson Air Base). 8- En **Alaska**, nous avons **Elmendorf** (Eielson Air Force Base).

9- Et tout ceci nous amène à un Etablissement situé en **Floride**, appelé **Avon Park**. J'ai envoyé un représentant pour voir ce qui se passait à Avon Park. Il y trouva le Champ de Tir et de Bombardement d'Avon Park, qui est aussi enregistré comme étant le 56e Escadron de Soutien de l'U.S. Air Force; qui, de plus, est enregistré comme étant l'**Institut Correctionnel Avon Park**. L'entrée en est interdite à tous, et tout survol en est probablement interdit parce que c'est aussi un Champ de pratique de Tir et de Bombardement. Avon Park est l'un des endroits ratifiés par le "Provost Marshal" de la 5e Armée.

En 1976, tout comme pour le 20 mars 1979, je me suis rendu au Département du Sheriff à Houston pour voir si ce département local avait été infiltré par ces Plans spéciaux. Eh bien, il apparaît que oui. J'ai été alors mis en contact avec un Lt. Kiljan qui est aussi en charge d'une quelconque Unité secrète du Département. Je lui ai donc demandé s'il avait participé à des entraînements militaires ou s'il s'était retrouvé avec du personnel militaire, ici dans le Département du Sheriff. Il nia le tout, mais quand je lui demandai s'il était prêt à en témoigner sous serment, il devint enragé, et déclara: "Vous n'êtes juste qu'un citoyen ordinaire. Je ne suis pas obligé de vous dire quoi que ce soit". Plus tard, j'ai découvert que le Lt. Kiljan était l'ex-directeur du Bureau de Houston pour la branche des Services Secrets américains. Maintenant, d'où lui vient son argent? La région est administrée par le Conseil de la région Houston-Galveston.

Dans ce Plan de Gouvernement régional, chaque région fédérale est divisée en "Centres de Liquidation d'Etat", et chaque Centre de liquidation d'Etat est à son tour divisé en "Centres de Liquidation Régionaux". Et pour notre Région, nous avons le Conseil de la région Houston-Galveston. Il sert de fil conducteur pour les fonds fédéraux dans deux domaines majeurs: **L.E.A.A.** et **H.E.W.**

La plupart des gens croient que cet Organisme (Le Conseil de la Région Houston-Galveston) a pour but le développement géographique de Houston. Mais ce n'est pas le cas. Son but est le développement des projets de la **L.E.A.A.** et du **H.E.W.**. Et ceci trouve son homologue correspondant dans toutes les régions des Etats-Unis. Il fournit à ces Agences une liaison pour les Communications, les intéractions et les coordinations intergouvernementales.

6. COOPERATION PSYCHOLOGIQUE DANS LES PLANS DE "PRISE DU POUVOIR":

J'ai examiné leurs "Projets" afin de voir ce qu'il en retournait. Ce programme de "Gouvernements Régionaux" distribue des fonds fédéraux pour deux buts majeurs: Etablissement de liens Radio entre toutes les Agences de Police dans l'Etat vers Fort San Houston; 2- Programmes pour la Santé Mentale, in-

CONFID... des programmes pour donner aux malades mentaux l'accès prioritaire aux lits et hôpitaux.

Un autre fait intéressant à considérer est, que dans l'Arsenal de Pine Bluff situé en Arkansas, est entreposé le "B-Z". Il s'agit d'un gaz qui crée la somnolence, le vertige, la stupeur et l'incapacité de se déplacer. D'après l'Associated Press, ce Gaz peut être répandu par aérosol, injecté ou bien dispersé sur de plus grandes surfaces à l'aide d'une bombe. L'Armée a admis qu'un des usages potentiels de ce gaz est le contrôle des civils. Alors, quoi que ce soit qu'ils aient planifié, ils ont aussi pensé à un moyen pour que vous vous y rendiez dans un état de grande tranquilité...

6.1. "Le Nationalisme traité comme étant une "Maladie Mentale": [20]

ORIGINAL

Le **H.E.W.**, par loi établie, est géré, conjointement, avec les Nations-Unies, à travers l'Organisation Mondiale de la Santé. Aussi loin qu'en 1948, le Congrès International pour la Santé Mentale_une Organisation de l'O.N.U._, déclara dans sa brochure: "Santé Mentale et Citoyenneté Mondiale que: "LES PREJUGES L'HOSTILITE OU LE NATIONALISME EXCESSIF PEUVENT DEVENIR PROFONDEMENT INCRUSTES DANS LA PERSONNALITE EN CROISSANCE SANS QUE L'INDIVIDU CONCERNE NE S'EN RENDRE COMPTE."(21) Pour qu'ils soient efficaces, les efforts pour changer les individus doivent être appropriés aux différentes étapes de l'épanouissement de la personnalité cachée de ces individus, pendant que dans le cas d'un groupe social, une forte résistance sera rencontrée à moins qu'une attitude d'acceptation n'ait tout d'abord été engendrée par ces individus.

[Imaginez le sort des Québécois! Imaginez celui des Français!, entre autres peuples.
Que les Québécois le veuillent ou non, ils sont, par leurs origines, non pas une ex-colonie de la France, mais des descendants en ligne directe des Français; ce qui fait d'eux, par leur importance démographique, la deuxième plus grande poulation de langue et d'origine françaises sur la terre. A cause de cet état de fait, les liens héréditaires, historiques, et mêmes spirituels entre les Québécois et les Français sont indissociables, de sorte que l'avenir de l'un et de l'autre est étroitement inter-relié. Les Arts d'un côté, et la destinée historique et spirituelle des deux peuples, les soudent à un point tel, qu'il ne serait pas faux de dire, que la survie de l'un dépend de celle de l'autre. En ce sens, aussi, le très puissant esprit "Nationalisme" les composant, et les reliant. Alors, il devient ici possible de mieux percevoir l'état de soufrances, d'angoisses de tous genres qu'auront à vivre ces deux peuples, advenant l'imposition internationale d'un Nouvel Ordre Mondial qui abolira, en premier lieu, tout esprit de "Nationalisme"!] (22)

Le même Document va plus loin encore en déclarant que: "Les principes de santé mentale ne peuvent être promulgués de façon convaincante, dans quelque société, à moins qu'il n'y ait, au départ, une plus grande acceptation générale de l'idée de "Citoyenneté Mondiale". Pour que des programmes de changements sociaux soient efficaces, il faut un effort commun de la part de psychiatres et de sociologues travaillant de concert avec les hommes d'Etat, les Administrateurs et d'autres personnes ayant des responsabilités officielles."

Les trois phases prévues du développement sont: 1- Hôpitaux psychiatriques pour l'isolement, le soin et la protection des personnes mentalement instables; 2- Les Centres de Soins Mentaux Communautaires, pour que les personnes puissent être traitées dans leur propre milieu; 3- Les Centres de garderies pour traiter les problèmes de nationalité apparaissant très tôt dans la vie d'un enfant.

[Avec l'aide d'un gaz comme celui décrit ci-haut, il devient possible d'interner tout individu sous le prétexte d'un comportement instable rencontré chez celui-ci, que cet état sois passager ou non. Ajoutez à cela l'esprit nationalisme, et ce même individu vient de tout perdre car, des lois ont déjà été prévues pour enlever à quelqu'un tout recours possible aux tribunaux si celui-ci est reconnu atteint de problèmes mentaux quelconques. En outre, cet individu vient de se voir enlever, d'une même coup, s'il a des enfants, la garde de ceux-ci; enfants qui seraient alors confiés à un centre de rééducation aux principes mondialistes...] (23)

Deux ans plus tôt, le Major Général G.B. Chisholm, Député-Ministre de la Santé au Canada_qui devint plus tard directeur de l'Organisation Mondiale de la Santé aux Nations-Unies_expliqua: "L'auto-défense peut impliquer une réaction névrotique lorsqu'il s'agit de protéger sa propre richesse matérielle excessive au

détriment de ceux qui sont dans un grand besoin. Cette attitude mène à la guerre..." Alors sa solution au problème était: "Redistribuons les richesses à tous."

6.2. "Psycho-Politique, Contrôle des Individus et Nouveaux Systèmes Pénitenciers": (24)

En outre, la réinterprétation et l'éventuelle élimination du concept personnel de [Bien et de Mal]_ qui, de tout temps, a constitué la base de l'enseignement aux enfants_ sont les objectifs à long terme de pratiquement toutes les psychotérapies effectuées. Alors, si on va un peu plus loin, jusqu'à Buria (orthographe phonétique), directeur de la Police Secrète Soviétique dans les années 30', on découvre qu'il expliquait les stratégies politiques communistes à travers l'utilisation de "Guérisons mentales" issues de la psychiatrie.

> "La psycho-politique est l'art et la science d'instaurer, et de maintenir un contrôle sur les pensées et les loyautés des individus, des officiers, des bureaucrates et des masses, et d'effectuer la conquête des Nations ennemies à travers la guérison mentale. Vous devez travailler_disait-il_ jusqu'à ce que chaque professeur de psychologie, de manière conscience ou non, n'enseigne que la doctrine communiste sous le couvert de la psychologie."

Si vous prenez connaissance du Manuel russe d'Instruction sur la "Guerre Psychologique", vous verrez, au chapitre 9 que: "Les opérations psycho-politiques doivent être en tout temps attentives à la possibilité et aux opportunités d'organiser des Centres de Santé mentale pour le mieux-être de la Communauté."

_[La disparition de l'idée de "Bien et de Mal", n'est-ce pas là, en bout de ligne, la préoccupation centenaire de la Franc-maçonnerie internationale? Que l'on regarde en arrière de soi, par exemple, dans le cours de l'histoire récente du Québec, et plus loin, en Europe depuis les années 1700, l'on verra, sous le prétexte pompeux et révolutionnaire de la libération de l'homme, cette volonté de faire disparaître ce concept de "Bien et de Mal"! En outre, l'on remarquera que cette même volonté fut à la base de la révolution russe, de même qu'à la source de la révolution culturelle des années 20' aux Etats-Unis, et des années 60' en Occident. Une volonté semblable se retrouvant à différentes époques et dans différents pays, sous des motifs différents_mais tous révolutionnaires_, n'est-ce pas suffisant en soi pour comprendre qu'il existe une "Histoire" cachée derrière l'histoire officielle présentée aux populations en général,et à celles des étudiants dans tous les pays? De plus, à la lumière des faits historiques étudiés,l'on comprend que,sans la disparition de ce concept de "Bien et de Mal", l'idée même de révolution_de libération de l'homme, d'avènement d'un homme nouveau dans un Nouvel Ordre_ est totalement impossible à imaginer.Et par conséquent, l'on est obligé de voir l'évidence de la disparition de ce concept dans la destruction de la source même de ce concept, c'est-à-dire l'Eglise Catholique Romaine, et plus loin, le Christianisme dans sa doctrine et ses manifestations historiques, et plus loin encore, dans la démystification de son fondateur, Jésus-Christ! N'est-ce pas ce qui est véhiculé et entretenu en Occident, surtout a travers le produit culturel de la musique populaire depuis les années 60': "Naissance d'une nouvelle idéologie, d'un homme différent et nouveau, d'une nouvelle conception sociale des rôles masculins et féminins,et des rôles entre parents et enfants; la brisure des différences entre les diverses religions_l'idée nouvelle que toutes les religions sont égales (en Occident), et que toute religion est néfaste à l'épanouissement des populations (base de la doctrine communiste); la disparition de l'idée de Dieu, surtout pour Jésus-Christ (c'est un Prophète au même titre que d'autres), etc..? Ce processus, n'est-ce pas celui que l'on observe en ce moment même dans toutes les tentatives d'établir l'idée d'une "Communauté planétaire" pour tous les hommes (la disparition des nationalités), ceux-ci étant reliés entre eux par une nouvelle religion universelle débarrassée de tout concept de "Bien et de Mal" où l'homme devient le centre de l'univers en tant que son propre dieu devant remplacer, en premier lieu, le Dieu du Christianisme?

_[Puis, l'utilisation de plus en plus fréquente de la psychologie dans le politique nous amène à faire deux constatations, entre autre: "Celle de voir l'utilisation de cette psychologie à des fins politiques dans le régime communiste et dans l'élaboration d'un Nouvel Ordre Mondial; et celle de se rendre compte que la psychologie dans le politique se fait elle-même "Religion" dans le fait de décréter que le refus de croire et d'accepter le "Pouvoir en place" est *Mal, et de l'accepter est *Bien (mal fut de refuser la doctrine communiste pour un Russe, à une époque donnée; mal sera de refuser d'abandonner son attache-

ment à sa nationalité, au nationalisme en général dans un Nouvel Ordre Mondial)." De là, par conséquent, l'obstination de ceux voulant instaurer à tout prix, et par n'importe quel moyen, un Nouvel Ordre Mondial universel, à faire accepter par tous l'idée que l'attachement à sa nationalité, au nationalisme en général, est un mal qui ne peut être traité que par la psychologie, la psychiatrie! Et, en bout de ligne, les nouveaux parias de l'humanité, tels qu'ils sont définis dans les politiques, dans l'idéologie même des Mondialistes, seront, d'un côté, ceux qui s'acharneront à vouloir rester attachés à leur nationalité, et ceux qui n'accepteront pas d'abandonner leur foi en un seul Dieu (danger donc pour les Juifs, les Chrétiens et les Musulmans!). Pour eux tous, les hôpitaux psychiatriques et les Camps de Concentration!] (25)

Aujourd'hui, sous le nouveau programme de Santé Mentale National, il y a présentement plus de 600 de des Centres communautaires de santé mentale à travers les Etats-Unis. Le tout fut mis en place par le Dr. Stanley F. Yolles qui fut le directeur de l'Institut National de la Santé Mentale en 1969. Il déclara, à l'époque, que la dernière vogue dans le traitement des maladies mentales était les soins dans des Centres locaux de santé où les patients n'étaient plus isolés de leurs familles et amis. Ils ont travaillé publiquement depuis 46 ans sur ce programme, et aujourd'hui, à travers les Etats-Unis à l'aide de vos taxes, vous avez 603 Centres (pour être plus précis); des Centres de Santé Communautaires qui font tous partie de ce programme.

ORIGINAL

[A quoi peut-on associer l'idée que celui qui souffrira de problèmes psychiatriques, l'attachement à sa nationalité et/ou l'attachement à sa foi en un seul Dieu sera traité avec l'aide conjointe de l'Etat et de ses parents père, mère, frère, soeur , de ses amis(es), de ses voisins(es) de quartier, qui eux, auront accepté l'idée qu'un Gouvernement Mondial, qu'un Nouvel Ordre Mondial construit sur les cendres de l'ancien la civilisation Chrétienne Occidentale actuelle , est la seule et unique alternative possible considérant qu'il aura été prouvé, alors, par les nouvelles découvertes archéologiques et les nouvelles études économiques et politiques, que l'ancien monde chrétien était la source de tous les maux de l'humanité, l'origine de la violence et des guerres à cause de son concept de base de "Bien et de Mal", de même qu'un handicap historique à l'émancipation de l'homme? Impossible? N'a-t-on pas réussi à faire accepter à tout un peuple, il y a environ cinquante ans, que les Juifs étaient responsables de tous les maux de l'humanité, et un handicap à l'émancipation du nouvel homme allemand?] (26)

Voici comment ils font partie de ce programme, et c'est déjà fait: "Vers le milieu des années 50', une bizarre chaîne d'événements fut mis en marche. Vers 1956, la Loi sur la Santé Mentale de l'Alaska fut proposée, puis adoptée. Elle octroyait approximativement $12 millions, et 1 million d'acres de terrain public à l'Alaska afin que celui-ci puisse développer son propre programme de santé mentale. Ceci était un peu bizarre puisque l'Alaska n'avait qu'un peu plus de 400 personnes classifiés comme étant mentalement malades!

Après que la loi fut adoptée, l'Alaska passa sa propre loi lui permettant alors de pénétrer le marché de la santé mentale. Ils ont commencé par adopter les éléments essentiels d'un Acte de Conscription du Service de Santé Publique concernant l'hospitalisation des malades mentaux, à partir du "Interstate Compact on Mental Health" document âgé, mais aujourd'hui intitulé "L'Acte Uniforme de la Santé Mentale". A l'intérieur de celui-ci, il n'y avait aucun espace de réservé, ou quoi que ce soit d'autre, pour un éventuel procès devant Jury. Par cet Acte , vous étiez simplement ramassés, et amenés à l'Asile Alaskan-Sibérien incommunicado, et l'Etat avait par conséquent le droit de confisquer tous vos biens personnels et immobiliers! Et ils essayèrent même de l'appliquer en 1954 dans le cas de (Ford vs. Milinak) où l'Acte, tel qu'adopté dans un autre Etat (le Missouri) fut déclaré inconstitutionnel.

Mais l'Acte lui-même, quant à lui, continue encore d'exister, modifié, mais tout en étant demeuré essentiellement le même, sous la même forme, celle de "Uniform Mental Health Act" auquel souscrivirent six Etats. Dans la plupart des Constitutions des Etats, si vous y regardez depuis la période de 1935, vous découvrirez que fut incorporé à ces mêmes Constitutions, la pratique de soumettre une personne à un examen mental de 90 jours pour déterminer son état de sanité, sans que celle-ci ait accès à aucun procès devant Jury. Ceci faisait partie de ce programme National à l'époque.

A même cet Acte, le Gouverneur pouvait faire envoyer n'importe qui à l'Institution de Santé Mentale de

CONFIDENTIAL

l'Alaska ou d'ailleurs. Les rumeurs veulent, aussi loin qu'en 1950, que cela ait résulté, en fait, en une sinistre prison pour la Santé mentale, style Frankenstein, située en Alaska. J'ai écrit en Alaska, au gouvernement, et je leur ai demandé une description des terrains totalisant 1 million d'acres que celui-ci avait reçu sous "l'Alaska Mental Health Act". Je leur ai aussi demandé une copie de l'inventaire qu'ils possédaient, en rapport avec leurs établissements à cette époque. Je n'ai toujours pas reçu de réponse, et je n'en recevrai probablement jamais, à moins de produire une Injonction devant la Cour.

Pourtant, à travers les ans, il y avait un endroit en Alaska auquel il était fréquemment fait référence: Au Sud-est de Fairbanks, au Sud-ouest de Fairbanks, au Nord-est de Fairbanks_quelque part près de Fairbanks. Puis un jour, j'ai reçu de l'information comme quoi un pilote d'avion avait survolé, une fois, cette région, et avait vu sa licence révoquée. J'ai donc commandé, pour $1.85 chacune, les cartes de navigation à basse altitude de l'Alaska vendues par le Gouvernement fédéral, et j'ai pu y situer "l'Alaska Siberian Asylum" servant pour le traitement de ceux considérés comme étant les ennemis des Etats-Unis. Il est exactement là où la rumeur l'avait situé depuis 20 ans; au Sud-est de Fairbanks. C'est le seul avec cette configuration géométrique dans tout l'Etat d'Alaska, et vous remarquerez une ligne noire qui passe à travers Fairbanks, et qui bifurque dans cette direction sur la carte. Cette ligne est le chemin de fer que le Département des Transports confisquerait sous l'Ordre Exécutif_si cet Ordre devait entrer en vigueur. Et le **H.E.W.** serait alors responsable de décider si oui ou non vous seriez mentalement dérangés à cause de vos tendances nationalistes, de votre amour pour les Etats-Unis, ou de vos adhérences à quelque doctrine politique ou religieuse que ce soit. (27)

Mais regardons un peu plus en profondeur le type de programme pour lequel la **L.E.A.A.** est à payer à travers le Département de la Justice. Le Bureau Fédéral des Prisons_situé dans les bois de la Caroline du Nord, près d'un petit village connu sous le nom de Butner_, est à construire un immense complexe de Recherche de 42 acres devant servir aux prisonniers provenant de partout sur la côte Est. Qui y sera envoyé pour servir de cobayes aux expériences en vue de vérifier les nouveaux programmes et techniques béhavoristes? La date limite pour compléter le système est, ironiquement, 1984.

[Nous possédons, à l'heure actuelle, des preuves quant à des Centres d'expérimentation militaro-médicale où des expériences sont conduites avec succès, à l'aide de micro-ondes et de drogues, entre autres, afin d'en arriver au contrôle de la violence chez les individus, ainsi qu'au contrôle direct de l'individu, et même de la transformation radicale de sa personnalité.] (28)

6.3 "L'Anectine": (29)

ORIGINAL

Ainsi donc, ils utilisent, en ce moment, sous le programme de la **L.E.A.A.**, quelque chose appelé l'Anectine.

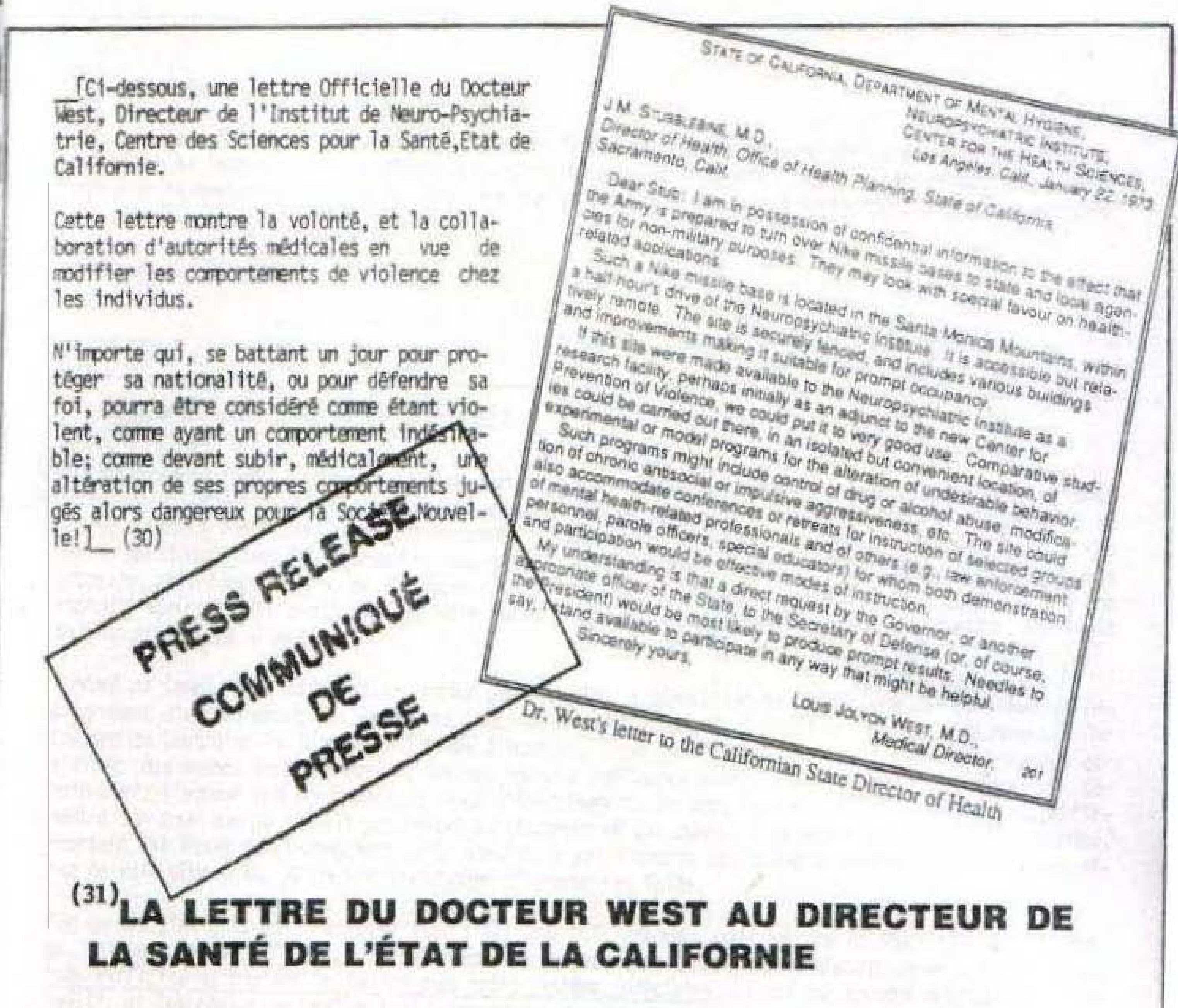
Les punitions pour des comportements fautifs ou incorrects dans la prison, sont appliquées à l'aide de drogues et de "Chocs"; ce qui semble être les meilleurs exemples choisis parmi les programmes d'utilisation de l'anectine_un dérivé du Curare Sud-américain. A l'origine, l'anectine était utilisé comme l'élément moteur pour les chocs électro-convulsifs. Ces chocs, appliqués à la tête, sont si violents qu'ils peuvent briser ou fêler des os sous la force développée par les contractions musculaires qui en résultent. Puisque l'anectine paralyse les muscles sans affecter la conscience ou encore la faculté de sentir la douleur, les chercheurs peuvent ainsi augmenter le voltage autant qu'ils le veulent sans risquer, pour autant, de briser le squelette du détenu lorsque son corps entre en convulsions sous l'impact des chocs.

En résumé, ce que l'anectine fait, c'est qu'elle simule la mort, 30 ou 40 secondes après injection. Premièrement, elle apporte la paralysie, puis rapidement, dans les muscles du nez, des doigts et des yeux, et puis dans le diaphragme et dans le système cardio-vasculaire. Comme résultat, le patient ne peut plus, ni bouger, ni respirer, mais tout en demeurant conscient, comme s'il se noyait, et mourait. Ceci est extrait de "Human Behavior", publié en 1974.

[Ci-dessous, une lettre Officielle du Docteur West, Directeur de l'Institut de Neuro-Psychiatrie, Centre des Sciences pour la Santé, Etat de Californie.

Cette lettre montre la volonté, et la collaboration d'autorités médicales en vue de modifier les comportements de violence chez les individus.

N'importe qui, se battant un jour pour protéger sa nationalité, ou pour défendre sa foi, pourra être considéré comme étant violent, comme ayant un comportement indésirable; comme devant subir, médicalement, une altération de ses propres comportements jugés alors dangereux pour la Société Nouvelle!] (30)



STATE OF CALIFORNIA, DEPARTMENT OF MENTAL HYGIENE,
NEUROPSYCHIATRIC INSTITUTE,
CENTER FOR THE HEALTH SCIENCES,
Los Angeles, Calif., January 22, 1973

J. M. STUBBLEBINE, M.D.,
Director of Health, Office of Health Planning, State of California
Sacramento, Calif.

Dear Stub: I am in possession of confidential information to the effect that the Army is prepared to turn over Nike missile bases to state and local agencies for non-military purposes. They may look with special favour on health-related applications.

Such a Nike missile base is located in the Santa Monica Mountains, within a half-hour's drive of the Neuropsychiatric Institute. It is accessible but relatively remote. The site is securely fenced, and includes various buildings and improvements making it suitable for prompt occupancy.

If this site were made available to the Neuropsychiatric Institute as a research facility, perhaps initially as an adjunct to the new Center for Prevention of Violence, we could put it to very good use. Comparative studies could be carried out there, in an isolated but convenient location, of experimental or model programs for the alteration of undesirable behavior.

Such programs might include control of drug or alcohol abuse, modification of chronic antisocial or impulsive aggressiveness, etc. The site could also accommodate conferences or retreats for instruction of selected groups of mental health-related professionals and of others (e.g., law enforcement personnel, parole officers, special educators) for whom both demonstration and participation would be effective modes of instruction.

My understanding is that a direct request by the Governor, or another appropriate officer of the State, to the Secretary of Defense (or, of course, the President) would be most likely to produce prompt results. Needles to say, I stand available to participate in any way that might be helpful.

Sincerely yours,

LOUIS JOLYON WEST, M.D.,
Medical Director.

201

Dr. West's letter to the Californian State Director of Health

(31) LA LETTRE DU DOCTEUR WEST AU DIRECTEUR DE LA SANTÉ DE L'ÉTAT DE LA CALIFORNIE

Cher Stub: Je suis en possession d'informations confidentielles au sujet d'une éventuelle remise, par l'Armée, de bases de Missiles Nike à des Organismes locaux et de l'Etat pour des fins non-militaires. Ils peuvent possiblement regarder favorablement pour des applications reliées à la santé.

Une telle base de missile Nike est située dans les Montagnes de Santa Monica, à une demie-heure de voiture de l'Institut Neuro-psychiatrique. C'est un endroit accesssible quoique relativement isolé. Le site est très bien clôturé, et il s'y trouve de nombreuses installations améliorées, les rendant ainsi accessibles pour une occupation immédiate.

Si le site devait être rendu disponible pour l'Institut de Neuro-psychiatrie en tant qu'installations de recherches, peut-être, pour commencer, en tant qu'accessoire au Centre pour la Prévention de la violence, nous pourrions en faire un excellent usage. Des études comparatives pourraient s'y faire, dans un endroit isolé, mais pratique, sur des programmes, modèles ou expérimentaux, concernant l'altération des comportements indésirables.

Des programmes comme ceux-ci pourraient inclure le contrôle de l'abus des drogues ou de l'alcool, la modification de l'agressivité chronique anti-sociale ou impulsive, etc. Le site pourrait aussi accomoder des conférences ou des retraites pour la formation de divers groupes particuliers de professionnels reliés à la santé mentale, et d'autres, tels: (e.g. personnel policier, officiers de libération conditionnelle, d'éducateurs spéciaux), pour lesquels la démonstration associée à la participation serait un des moyens éfficaces

de formation.

Je crois personnellement qu'une demande directe faite par le Gouverneur ou par un autre Membre Officiel de l'Etat au Secrétaire de la Défense (ou, certainement, au Président) pourrait très probablement produire de rapides résultats. Il va sans dire que je demeure disponible à participer, de quelque manière qui pourrait s'avérer utile.

Sincèrement vôtre,

Louis Joloyon West, M.D.
Directeur Médical.]__ (31)

7. LE PEUPLE VS. LES CONSPIRATEURS:

CONFIDENTIAL

Le Gouvernement fédéral répondit à ma poursuite en juin 1976, mais en me transmettant une négation générale, non assermentée, à propos de toutes mes allégations. J'ai parlé avec l'Assitant U.S. Attorney en charge de toute l'affaire, et je lui demandai s'il avait pris la peine de contacter n'importe lequel des partis mentionnés dans les poursuites__ayant pris la peine, pour ma part, d'y inclure, non seulement leurs adresses, mais leurs numéros de téléphone afin de permettre la tenue plud rapide de l'enquête__. Il me répondit que non. Il n'avait même pas effectué un minimum d'enquête sur l'affaire, et pourtant, il niait en bloc toutes mes allégations.

ORIGINAL

Pendant ce temps, j'ai effectué une motion pour prendre la déposition de la personne qui avait rédigé les programmes d'entraînement des Gardes des Camps de Concentration, M. Richard Burrage__le 75th.Maneuver Air Command du Centre de la Réserve de l'Armée à Houston, Texas__, affirmant qu'à la lumière des récentes activités des agents du Gouvernement, une des Agences impliquées pourrait bien tenter d'assassiner ce témoin-clef: l'auteur des Programmes de Camps d'Entraînement. Le Juge fédéral refusa ma motion,__ affirmant à son tour que je n'avais pas relevé suffisamment de cas pour lui permettre de justifier ma requête. Pourtant, il était aussi conscient qu'il n'existait pas d'autres cas de cette nature, mais comme vous allez le voir plus loin, il choisit quand même d'ignorer ces faits.

Par après, j'ai pris un arrangement avec l'Assitant U.S. Attorney pour prendre la déposition de M. Burrage. Mais par la suite, l'U.S. Attorney refusa de me permettre de prendre la déposition en question. Il est très difficile de trouver la Justice dans notre système judiciaire. La Loi est souvent pratiquée par des "amis", et les règles de la Cour sont outrepassées ou simplement non respectées.

Le 20 juillet, une audience fut tenue à la Cour du Magistrat, Norman Black,U.S. District de Houston. La salle de la Cour était remplie de spectateurs. Et même les Média avaient été contactés, mais aucun d'entre eux ne daigna se présenter. Il y a un silence total des Média, à Houston, sur ce sujet.

De brefs arguments oraux furent présentés. L'U.S. Attorney expliqua que je n'étais pas la personne appropriée pour soumettre cette poursuite, car, bien que le libre exercice de mes droits constitutionnels fut menacé par ce présumé Programme de Camps de Concentration, cela ne constituait pas en soi une atteinte à ma personne. Le Magistrat fut impressionné par toute l'information que j'avais amassée, et déclara qu'il la soumettrait à l'attention du Juge fédéral. L'U.S. Attorney tenta de faire arrêter mon enquête sur cette affaire, mais le Magistrat ne pouvait pas aller aussi loin avec une décision pré-arrangée.

Voici un autre fait indiquant le genre de combat avec lequel j'étais aux prises: l'audience originelle était prévue pour 10:30 a.m., mais l'U.S. Attorney l'avait secrètement fait changer pour 2:30p.m. Le Magistrat donna la permission à l'U.S. Attorney de faire une demande de rejet de la plainte, car il alléguait que le Programme de Camps de Concentration qui devait être utilisé contre des citoyens exerçant librement leur liberté d'expression ne représentait pas une violation des droits.

Donc, le 23 juillet, je plaçai dans le "Houston Post" et le "Houston Chronicle" l'annonce suivante dans la section des Avis Légaux:

CONFIDENTIAL

"Demande pour des Témoins dans la Poursuite au Civil #78-H-667, District Fédéral de la Cour de Houston, le Peuple Ex Rel. William Pabst vs. Gerald Ford et al. La Poursuite intitulée: "Plainte contre le Programme de Camps de Concentration du Département de la Défense". Attention: Si vous avez participé à l'Opération **"Garden Plot"**, Opération **"Cable Splicer"**, le 300th. Military Police Prisoner of War Command (ou) le Groupe des Affaires Civiles de la Réserve Militaire, vous pourriez être impliqués dans un Programme qui doit être dénoncé pour la Poursuite en question. Pour donner votre témoignage, veuillez contacter (et ici je plaçai mon adresse et numéro de téléphone)."

Comme je l'ai mentionné précédemment, il y avait un silence total des Média, à Houston, sur toute cette histoire. Les deux journaux auprès desquels j'avais placé mon annonce refusèrent de la publier. Premièrement, au "Houston Post", j'ai dû les menacer de les poursuivre pour qu'ils publient l'annonce, bien que je payais pour la publication de celle-ci. Puis, au "Chronicle", j'ai dû rencontrer le Président et plusieurs Vice-présidents parce que j'avais reçu un refus de publier l'annonce de la part de leurs avocats.Les deux journaux finirent par passer l'annonce, mais seulement après deux jours de plaintes et de menaces. La réponse initiale des deux journaux était: "On ne publie pas des histoires comme celles-là", et "Ne pensez-vous pas que les gens qui planifient un tel Programme de Camps de Concentration n'aient à leur esprit que la meilleure protection de nos intérêts?" Comme vous le verrez par vous-mêmes, les politiques ne reflètent absolument en rien nos meilleurs intérêts.

Ce qui arriva par la suite, c'est que l'U.S. Attorney fit une demande de "Déclarations d'Autorité", exposant les raisons qu'il pouvait trouver pour que je ne sois pas autorisé à prendre des dépositions pour avoir plus d'informations sur la personne qui avait écrit les Programmes d'Entraînement des Camps de Concentration. Pourtant, son exposé était trufflé de citations inexactes de la Loi pour plusieurs cas.Il faisait mention d'un cas, puis inventait de pure pièce ce que le cas devait porter à dire. Dans mon exposé à la Cour, à ce stade, j'ai informé le Juge des infractions à la loi,exigeant de l'honnêteté dans de tels cas. Mais l'information fut ignorée par le Juge qui, apparamment, endossa cet acte des plus malhonnêtes connu sous le nom de "Citation hors contexte".

ORIGINAL

8. LA CONVENTION DE GENEVE:

Mon exposé fut présenté le 27 août. Le 31, les arguments finals étaient prêts. La nouvelle Cour du Magistrat était encore presque remplie. Et pourtant, encore une fois, aucun membre des Média ne se présenta. Ceux qui avaient été contactés avaient été prévenus de ne pas s'y présenter, sinon ils perdraient leur emploi.

Lors de l'audience, je présentai des preuves qui n'avaient jamais été présentées auparavant dans une Cour de Justice des Etats-Unis. ...Je lui présentai donc l'U.S. Attorney comme preuve,cette lettre reçue du Département de l'Armée, Bureau du Deputy Chief of Staff of Personnel, signé par un Sergent B., Colonel G.S Directeur Actif du Développement des Ressources Humaines:

"Au nom du Président Ford, je réponds à votre lettre du 27 mai 1976, concernant un article dans le Dallas Morning News. Bien qu'il le voudrait, le Président ne peut répondre personnellement à toutes la correspondance qu'il reçoit. Il a donc demandé aux Départements et Agences concernées du Gouvernement fédéral de s'occuper des cas où ceux-ci possèdent des connaissances particulières, ou encore, une autorité spéciale.

"Pour cette raison, votre lettre fut acheminée au Département de la Défense. A l'intérieur de celui-ci, c'est l'Armée qui est responsable de la détention des prisonniers de guerre ennemis, et des détenus civils, tel que défini dans la Convention de Genève de 1949. Par conséquent, l'Armée est préparée à garder des prisonniers de guerre et des détenus, tel que défini dans l'Article IV de la Convention de Genève de 1949, relative au traitement des prisonniers de guerre, et à la protection des civils.

"C'est dans la politique même des Etats-Unis que ses Forces Armées adhèrent aux recommendations du Droit International afin de montrer l'exemple à suivre aux autres pays du monde pour que ceux-ci respectent les droits et la dignité de ceux qui deviennent les victimes de conflits internationaux. Il faut noter que le Programme de l'Armée est orienté vers le respect de ses engagements dans des situations de conflit entre

les Etats-Unis et un ou plusieurs autres pays. L'Armée n'a aucun plan, ni ne maintient aucun Camp de détention en vue d'emprisonner des Citoyens Américains pendant des situations de crise intérieure."

Le problème avec cette lettre, c'est que ce n'est pas vrai, et c'est pourquoi je vais m'y attarder. Premièrement, en vérifiant l'authenticité des affirmations exposées dans cette lettre, j'ai vérifié le Texte de Genève. Il n'y a aucun Article dans la Convention de Genève tel que stipulé dans la lettre. Il y en a, par contre, sur chacun des classifications: "Protection des victimes de guerre et des civils", et un autre article différent, mais portant sur "Les Prisonniers de Guerre". Ce fut la première contradiction.

Puis je me suis reporté à l'Article IV de la Convention de Genève. L'Article ne mentionne aucune autorisation ou condition pour des Unités militaires de n'importe quel genre, ni n'en fait aucunement mention. Voilà la deuxième contradiction.

L'autre problème avec la lettre du représentant du Président Ford, c'est qu'elle déclare que le Programme de détention des prisonniers de guerre est fabriqué de manière à respecter les engagements des Etats-Unis "dans des conditions de guerre entre les Etats-Unis et un ou plusieurs pays étrangers". Cependant, l'Article III de la Convention de Genève stipule que le Traité s'applique, et je cite: "En cas de conflit armé à caractère non international, et prenant place à l'intérieur du territoire d'une des parties signataires". Il est évident qu'un conflit armé à l'intérieur de son propre territoire ne signifie pas entre une ou plusieurs des parties signataires du Traité, spécialement si un seul pays y est impliqué. Les exemples de ce type de conflits sont: "Guerre Civile, Insurrection Armée et Activités de Guérilla. En d'autres mots, ils parlent de conflit domestique.

(32) [A moins d'une erreur de notre part, le Canada serait, lui aussi, un des Signataires de la Convention de Genève. Quoi qu'il en soit, encore plus troublants sont les faits suivants rapportés récemment:

"Les Etats-Unis ont développé des équipements de communications capables de rendre la vue aux aveugles, l'ouïe aux sourds, et faire marcher les handicapés. Cette technologie peut débarrasser les malades, en phase terminale, de toute douleur, sans l'usage d'aucune drogue...

"Certains de ces équipements sont maintenant opérationnels dans les rangs de la CIA et du FBI...Sur le territoire des Etats-Unis, ces nouveaux appareils de communications sont utilisés pour torturer, et assassiner des personnes qui correspondent aux profils imaginés pour nettoyer une population entière, de terroristes; pour torturer et assassiner des citoyens qui appartiennent à des organisations qui promeuvent la paix et le développement en Amérique Centrale...

A l'étranger, les essais ont lieu sur des otages détenus par les Etats-Unis au Canada..."]_ (33)

_[Considérez cette citation du psychologue James V. Mc Connell, qui fut publiée dans un numéro de 1970 de "Psychology Today":

"Le jour est arrivé où nous pouvons combiner la privation sensorielle avec des drogues, de l'hypnose, et la manipulation astucieuse de la punition et de la récompense; tout cela pour parvenir au contrôle presqu'absolu sur le comportement d'un individu. Il devrait alors être possible de développer une rapide et efficace méthode positive de lavage de cerveau qui nous permettrait d'effectuer des changements radicaux dans la personnalité et les comportements d'un individu.(...)Nous devrions réformer la société de sorte que nous serions tous entraînés, dès la naissance, à faire exactement ce que la société attend de nous. Nous possédons les techniques pour le faire." (34)]_

[Il est important de noter, à ce stade-ci, que le Dr. Ewen Cameron, qui conduisit des recherches sur le contrôle de la pensée lors du projet **MKULTRA** pour le compte de la CIA, au Allan Memorial Institute de l'Université Mc Gill à Montréal, fut, à divers moments, Président de l'Association Psychiatrique Américaine, Président de l'Association Psychiatrique Canadienne et Président de l'Association Mondiale des Psychiatres.] (35)

_[Alors, ces "Otages au Canada", où sont-ils détenus au juste, d'autant que d'autres rapports d'autres

sources nous informent que des convois militaires, bondés de soldats d'autres pays, traversent régulièrement la frontière américano-canadienne à différents endroits sans que les Douaniers canadiens ne puissent intervenir de quelque manière que ce soit? Il y est même fait mention de soldats provenant d'aussi loin que la Russie, la Corée et d'autres pays (ex-communistes?)! A notre avis, aucun journaliste canadien n'a véritablement encuêté sur ces faits dont nous possédons des preuves indubitables.]_(36)

Un item encore plus étonnant se retrouve dans les dernières pages de la Convention de Genève de 1949 sous la rubrique: "Protection des victimes de guerre/et des civils". On y découvre bizarrement la fiche d'Index, la fiche d'identification, les formulaires à remplir en vue d'identifier votre famille, et tout ce qui est nécessaire à la bonne administration d'un Camp de Concentration, est contenu dans ce Traité signé et ratifié par les Etats-Unis. De plus, s'il survient un conflit aux Etats-Unis n'impliquant que les Etats-Unis, ce Traité peut entrer immédiatement en vigueur_ce qui peut inclure des procédures d'instauration de Camps de Concentration_.

L'Article LXVIII de la Convention stipule (et je paraphrase): "Si vous commettez une infraction dont la seule intention est d'intenter au pouvoir en place, mais sans pour autant attenter à la vie ou à la santé des Membres du Pouvoir en place (par exemple, en parlant uniquement contre ce Pouvoir), _comme dans le cas d'une situation de Loi Martiale_, alors vous pouvez être emprisonné de sorte que la durée de l'incarcération soit proportionnelle à l'infraction commise." Pour sa part, le Président Dwight Eisenhower ne pensait pas que le contenu de cet Article était assez puissant en soi puisqu'il y a fait ajouter les amendements suivants:

"Les Etats-Unis se réservent le droit d'imposer la peine de mort en accord avec les prescriptions contenues dans l'Article LXVIII, sans égard à savoir si l'infraction commise...soit punissable de la peine de mort selon la loi du territoire occupé au moment où débute l'occupation."

Alors,non seulement pouvez-vous être emprisonné pour avoir exercé votre liberté d'expression, mais encore, vous pouvez être mis à mort selon les prescriptions de la Convention de Genève de 1949, uniquement pour avoir exercé, ou tenté d'exercer, votre liberté d'expression.

L'item que j'ai introduit en évidence était le Manuel FM 41-10 **"Opération des Affaires Civiles"**.J'ai déjà mentionné les "Groupes des Affaires Civiles". Permettez-moi alors de citer le Manuel à propos de l'une des Fonctions qu'implique ces "Groupes des Affaires Civiles": "Item 4: (Assumer, en tout ou en partie, l'Autorité civile, législative ou judiciaire d'un pays ou d'une région)." Allons maintenant voir ce que signifie "pays ou région" dans ce Manuel. Ceci comprend: "Les petits villages et les régions rurales, les municipalités de différentes échelles de population, les districts, les comtés, les provinces ou les Etats, les Régions du Gouvernement National". _Ceci était un autre des Items que j'avais introduit_.

Nulle part dans ce Manuel,n'est exclu de ce programme, d'être mis en application ici même aux Etats-Unis. En fait, à Kearny, New Jersey, le "Groupe des Affaires Civiles" entra dans la région, et se pratiqua à des exercices en vue de prendre le contrôle du Gouvernement. Et pourtant, l'Armée, dans sa lettre du 16 juin, affirme que ces Programmes ne sont pas pour nous. Mais ils les ont mis en pratique,ici,aux Etats-Unis, dans des conditions qui ne peuvent que s'appliquer ici.

L'étude des grandes lignes du Manuel de Terrain FM 41-10, à la page j-24 "Institutions Pénales 1-8" fait ressortir qu'il existe bel et bien un "Programme de Camps de Concentration et de Travail"_quantité,location et capacité_. Il est important de remarquer qu'un Camp de Concentration et un Camp de travail sont toujours situés à proximité l'un de l'autre pour des raisons évidentes.

Puis, à la page d-4 du même Manuel, se trouve un exemple de "Reçu" devant servir pour la saisie de biens; un exemplaire rédigé en anglais, et renfermant une terminologie applicable seulement au territoire des Etats-Unis.

A la page 8-2 du même Manuel, sous l'En-tête "Tables d'Organisation et d'Equipement", nous découvrons qu'il y a trois autres Organisations qui travailleraient de concert avec l'Opération des Affaires Civiles

l'Organisation du Service Chimique, l'Organisation du Service Composé, et l'Organisation des Opérations Psychologiques; le tout en rapport avec les diverses Organisations des Affaires Civiles.

En juillet de cette année 1976, les Groupes des Affaires Civiles suivants se sont réunis avec les Groupes Aéroportés suivants dans un "Staging Area", à Fort Chaffee, Arkansas. Un "Staging Area",c'est l'endroit où des Unités Militaires se rencontrent avant d'entrer en action. Ils se sont réunis avec le 32nd Airbone et une partie du 101st Airbone; le 321st Civil Affairs group de San Antonio, Quartiers-Généraux pour le Texas; le 362nd Civil Affairs brigade de Dallas, Texas; le 431st Civil Affairs company de Little Rock, Quartiers-Généraux de l'Arkansas; le 306th Civil Affairs group, U.S. Army Reserves, Fayetteville, Arkansas, commandé par le Lt. Colonel N. Mc Quire et William Highlin; le 486th Civil Affairs company de Tulsa, Oklahoma; le 418th Civil Affairs company de Kansas City, Mo.; le 337th Civil Affairs group de St-Louis, Mo.; le 490th Civil Affairs group d'Abilene, Texas; le 413th Company de Hammond, La.; le 12th S.S. group, 2nd Battalion (Quartiers-généraux inconnus).

Ils sont déjà prêts pour aller en action. Le problème, tel qu'il apparait, c'est qu'ils étaient déjà prêts à s'emparer entièrement du Gouvernement des Etats-Unis tels qu'ils y avaient déjà été préparés.Un des hommes qui avait assisté à cet exercice de "Staging Area" demanda à un Sergent des Affaires Civiles en quoi pouvait bien consister sa mission. Le Sergent lui expliqua que les civils de ce pays seront réellement surpris lorsque les Groupes des Affaires Civiles commenceront à diriger les différents leviers du Gouvernement.

Pourtant, le Département de l'Armée maintient toujours que tout ceci n'est pas pour les Etats-Unis,même si l'entraînement se poursuit ici, pour nous. Les preuves sont accablantes: "Le Plan existe en vue de l'emprisonnement de millions de citoyens américains". Et même si toute cette information fut présentée au Magistrat fédéral, il continua de penser que personne n'était menacé par un tel complot.

Le 2 septembre 1976, le Magistrat recommanda au Juge fédéral d'abandonner la poursuite. Et la seule base utilisée pour ce raisonnement fut que l'on doit tout d'abord été physiqueent lésé pour pouvoir intenter une poursuite de ce genre. Il ne cru pas, bien que toutes ces planifications, ces préparations, et ces entraînements se poursuivaient, qu'un seul citoyen en ait été lésé même si les citoyens pouvaient craindre d'exercer leur liberté d'expression par crainte d'être détenus et emprisonnés dans un Camp de Concentration à une date ultérieure.

ORIGINAL

9. IGNORER LA CONSTITUTION:

L'Affaire de Tatum vs. Laird entendue devant la Cour Suprême, en 1974, est véritablement un cas exemplaire. Elle impliquait tout l'appareil de cueillette d'Informations de l'Army Intelligence qui était à établir une liste de noms de personnes que l'Armée considérait comme étant des fauteurs de troubles. La Cour Suprême jugea que le fait de dresser de telles listes ne constituait pas, et ne représentait pas, en soi, un préjudice. L'opinion de la minorité dans cette Affaire était que le préjudice, dans le cas d'un programme comme celui-ci, était que les gens craindraient d'exercer leur liberté d'expression de peur d'être jetés en prison. Mais la majorité ne pencha pas du côté de cet argument.

La différence entre ce cas et le mien_bien que nous ayons, en plus, l'existence d'un programme informatique_c'est que nous avons quelque dpassant de beaucoup ce point; le "Programme des Guardes des Camps de Concentration" et le "Programme des Groupes des Affaires Civiles" existant pour prendre le contrôle du fonctionnement de notre Gouvernement. A la lumière de tout cela, le Juge maintint tout de même qu'il n'y avait pas là matière à préjudice. En fait, l'U.S. Attorney maintenait que même si des personnes étaient placées dans des Camps de Concentration s'ils étaient tous traités de la même manière, ils n'auraient toujours pas le droit d'aller jusqu'en Cour Fédérale pour un tel motif__.

Le jour du 20 septembre, j'ai déposé un mémorandum pour informer le Magistrat et le Juge Fédéral que j'avais découvert que le Gouvernement Fédéral possédait un Programme, depuis plusieurs années, visant à

suspendre de notre Droit Constitutionnel, le Mandat de l'Habeas Corpus. Cette information venait soutenir la poursuite. L'Habeas Corpus est le nom donné à cet instrument, à ce moyen légal, utilisé pour amener quelqu'un devant un Juge lorsque cette personne est illégalement emprisonnée ou détenue; de sorte que cette personne puisse recouvrer sa liberté. La Constitution établit que le Mandat de l' Abeas Corpus ne devra jamais être suspendu.

CONFIDENTIAL

J'ai découvert l'information alarmante dans un Rapport: 94-755, 94e Congrès, 2e Session du Sénat, le 26 avril 1976, intitulé: "Les Activités des Services d'Intelligence et les Droits des Américains, Livre II". A la page 17-d, sous le titre "Droits du Premier Amendement", le Rapport établit de manière plus qu'importante que: " Dans le cas des activités de Surveillance du Gouvernement dans leur ensemble, que celles-ci aient l'intention formelle d'agir ou non de la sorte, décourager les citoyens américains de l'exercice des Droits rattachés au Premier Amendement, si ceux-ci devenaient conscients du Programme Intérieur des Services d'Intelligence du Gouvernement".

ORIGINAL

[Quelles sont les prérogatives, au Canada et en France, face à une situation semblable? quelqu'un s'est-il déjà penché sur cette question des plus sérieuses? Quels droits possèderaient les Québécois advenant une situation semblable au Canada à moins que celle-ci ne soit déjà en cours d'exécution_?]_(37)

Commençant à la page 54, il est écrit qu'à partir de 1946_quatre ans avant que l'Acte de Détention d'Urgence de 1950 ne soit entériné_, le FBI informa l'Attorney General qu'il avait secrètement compilé un Index de personnes potentiellement dangereuses. Le Département de la Justice entrepris par la suite des tentatives de Plans pour la détention d'urgence basée sur la suspension du privilège de se servir du Mandat octroyé par l'Habeas Corpus. Les Officiels du Département évitèrent délibérément de se présenter au au Congrès. Lorsque l'Acte de Détention d'Urgence de 1950 fut entériné, il n'autorisait pas la suspension de l'utilisation du Mandat octroyé par l'Habeas Corpus. Mais peu de temps après, d'après un document bureaucratique,.l'Attorney General J.H. McGraf dit au FBI d'ignorer cette Clause, et donner suite au Programme tel que préconisé dans sa version précédente.

Quelques phrases plus loin, à la page 55, il est mentionné: "A même l'Index de Sécurité, utilisez des standarts plus flexibles pour déterminer le danger potentiel que ceux effectivement décrits dans les Statuts." Et contrairement à l'Acte, les Plans du Département permettaient un "MASTER SEARCH WARRENT" et un "MASTER ARREST WARRENT". Ceci en est le point capital: "C'est la même chose que j'affirme en Cour Fédérale. Mais en dépit de cela, le Magistrat choisit d'ignorer aussi ces faits.

Nous avons des Membres Officiels de notre Gouvernement qui, non seulement ignorent la volonté du Congrès, mais font exactement le contraire de ce que prévoit la Constitution, en planifiant illégalement une suspension du Mandat octroyé par l'Habeas Corpus. De plus, tel que mentionné plus haut, le "Mandat Principal de Recherche" et le "Mandat Principal d'Arrestation" sont des formulaires dont les données sont déjà entrées dans l'ordinateur; formulaires qui impriment les noms et adresses provenant des banques de données déjà préparées par le Programme de cueillette d'Informations des Services d'Intelligence.

Au moment de votre arrestation, votre domicile sera fouillé, et tout ce qui sera trouvé sur place pourra dès lors être confisqué. Ce Programme a existé depuis 1946 jusqu'à, et incluant 1973; et l'on peut dire que sans l'accès suffisant à des techniques d'enquête,d'approfondissement judiciaires, il ne peut être déterminé avec exactitude ci ce Plan existe encore aujourd'hui sous le même nom ou sous un autre nom.

Ce Mémorandum fut déposé le 28 septembre pour informer la Cour des dangers encourus par nos droits de liberté de parole et d'assemblée; droits menacés par l'exitence de ce Programme. Mais la Cour, le 30 septembre, après avoir pris connaissance de cette information, rejeta la Cause. Cependant, en ne perdant pas de vue l'obstruction systématique de la Justice pratiquée par les Cours Fédérales de Houston, je ne fus pas informé du rejet de la Cause avant le 6 octobre; ce qui ne me laissa que deux jours ouvrables pour produire toute autre Action en Justice avant que se termine la période de 10 jours accordée pour placer un Appel.

Ce que je viens de dire concernant les Cours Fédérales à Houston n'est pas seulement une opinion: "Le

Houston Chronicle" publia, à ma grande surprise, un document asssez complet qui critiquait sévèrement les Cours Fédérales de Houston parce que celles-ci inventaient leurs propres Règles au gré des procédures, aussi bien qu'en commentant l'attitude communiste de la Cour Suprême dans l'attitude des Juges et du Personnel de Cour. Mon expérience ici se résume au fait que la Cour me renvoya presque tous les documents que j'y avais déposés. Puis, à la suite d'une discussion des plus ardues, ils reprirent les documents, déclarant qu'ils avaient tout simplement fait une erreur. En réalité, la structure du Pouvoir ne veut tout simplement pas de ce type de Cause dans aucune Cour Fédérale.

SOMMAIRE DES EVIDENCES:

Le 8 octobre, j'ai soumis une requête afin de découvrir les faits qui avaient été établis en rapport avec les preuves présentées dans ma poursuite:

1) Le 300th Military Police POW Command est situé à Livonia, Michigan.

2) Le Département de l'Armée a déclaré que sous l'existence d'un tel Commandement, selon la Convention de Genève de 1949, existe un Traité signé par les Etats-Unis dont l'Article IV est relatif au traitement des prisonniers de guerre, et à la protection des civils.

3) Pourtant, aucun Titre de ce nom (per se) existe dans la Convention de Genève.

4) Néanmoins, il existe des Titres séparés, dont a): Protection Multilatérale des Victimes/ Prisonniers de Guerre; b): Protection Multilatérale des Victimes de Guerre/Civils.

5) Néanmoins, l'Article IV d'aucun des deux Titres ne prévoit la création de Programmes Militaires pour des Camps de Concentration.

6) Que M. Fennerin du 300th Military Police POW Command ait déclaré ou non que le but du Commandement est la détention de prisonniers de guerre étrangers et des ennemis des Etats-Unis.

7) De plus, l'Article III concernant les personnes civiles, rend le Traité applicable, par conséquent à des conflits éclatant uniquement à l'intérieur du territoire des Etats-Unis, et qui ne sont pas d'ordre international; ce qui permet d'inclure, dans sa description, tout type de conflit,que ce soit à propos d'une guerre civile, ou à propos d'activités de guérilla, ou de quoi que ce soit d'autre. Le Texte stipule: "En cas de conflit armé, à caractère non international, prenant place à l'intérieur du territoire d'une des principales parties signataires, chacune des parties signataires seraient dans l'obligation , en faisant face au conflit, d'y appliquer un minimum des dispositions suivantes."

8) Le Manuel des Forces Terrestres de l'Armée, FM 41-10, les "Opérations des Affaires Civiles de l'Organisation des Affaires Civiles", décrit comme étant l'une de ses fonctions, celle d'assumer, en tout ou en partie, l'Autorité législative ou judiciaire d'un pays ou d'une région, et il n'y a aucune exclusion spécifique par rapport aux Etats-Unis en tant que pays ou Région.

9) Ledit Manuel définit un pays selon certaines bases de population géographique: de Comtés, de Régions d'Etat, et de Gouvernement National.

10) Ladite Organisation a, de fait, déjà tenu des exercices de prise de pouvoir de gouvernements locaux et d'Etat à l'intérieur des Etats-Unis, incluant, mais ne se limitant pas à l'Etat du New Jersey.

11) Ladite Organisation inclut, dans ses grandes lignes d'Etudes, à la page j-24, une Section consacrée aux "Camps de Concentration" et aux "Camps de Travail".

12) Ladite Organisation inclut dans ses opérations, les Opérations des [illegible] Composés et les Organisations des Opérations Psychologiques.

CONFIDENTIAL

13) Ladite Opération Psychologique, travaillant de concert avec le Service de Santé Publique des Etats-Unis, est prête à utiliser n'importe quel et/ou tous les Centres de Santé Mentale dans les Etats-Unis en tant qu'outils de répression contre les conduites verbales, mais politiquement non-violentes, des citoyens américains; le tout en conjoncture avec tout ce qui fut mentionné ci-dessus, et qui se doivent d'être utilisés dans le même but.

14) De plus, le Département de la Justice, en conjonction avec ce Programme, a maintenu des Plans pour la suspension du Mandat octroyé par l'Habeas Corpus depuis 1946; ledit Plan privant les personnes détenues sous ce Programme global de tous les moyens de protection contre la répression politique tyrannique.

Le plaignant demanda que la Cour produise une enquête de ces faits, et qu'elle en tire les conclusions légales, en accord avec les documents présentés comme preuves devant la Cour. L'effet d'une telle requête étant que la Cause doit retourner au Juge de District pour une considération plus approfondie.J'ai mentionné qu'apparemment, toute cette planification pour des "Camps de Concentration", était dirigée contre n'importe qui, sans égard à ses appartenances ou idéologies politiques,, mais qui exerçerait sa liberté d'expression contre la structure de Pouvoir établie par les Banquiers internationaux et par les Corporations multinationales. ...

ORIGINAL

11. LE PRIX DU PATRIOTISME:

Dans le même Document du Sénat concernant les activités des Services d'Intelligence sur les droits des américains dont il est fait référence aux pages 166 et 167, on découvre que le Gouvernement Fédéral a dirigé les activités de ses Services d'Intelligence contre un groupe d'américains. A la page 166, la première classification identifiée est celle des Groupes de droite et anti-communistes. Et le premeir Groupe apparaissant sur les listes de Surveillance de l'Armée à la page 167, est la John Birch Society en tant que cible no. 1, et les "Young Americans for Freedom" comme cible no.2. Par conséquent, les Groupes de citoyens américains considérés comme étant le plus grand ennemi des Etats-Unis par le Gouvernement Fédéral, sont ceux des "Patriotes Conservateurs".

Bien que cette information ait été disponible depuis avril de cette année 1979, personne n'a mentionné cette découverte incroyable comme quoi le Gouvernement Fédéral considère le "Patriotisme Conservateur" en tant que son plus grand ennemi. J'ai reçu, à cet effet, toutes sortes d'informations de tous les coins des Etats-Unis.

[Rien de surprenant dans cette découverte si l'on considère, ici, à l'Agence de Presse Libre, que le plus grand danger pour les Internationalistes _Banquiers internationaux et Cie_ voulant à tout prix, et par n'importe quel moyen, instaurer un "Nouvel Ordre Mondial", une "Nouvelle Idéologie Mondiale",c'est celui du "Traditionalisme" : entre autres, les traditionalistes religieux et les traditionalistes politiques! En ce sens, il devient par conséquent évident que les Mouvements qui seront les plus attaqués dans un proche avenir_ceux que l'on tentera de faire passer pour fanatiques, violents,et comportant des troubles psychiatriques sérieux_ seront ces Groupes rattachés à la Tradition. Non seulement on tentera de les faire considérer, par l'ensemble des populations, comme étant nuisibles à l'émancipation du "Nouvel-Homme" dans la "Nouvelle Société" du "Nouvel Ordre Mondial", mais encore, on provoquera des situations (fabriquées, s'il le faut), pour s'en servir comme prétexte afin d'en arrêter leurs membres, et d'en saisir leurs propriétés; tout cela sous le couvert que l'attachement à quelque tradition que ce soit recèle des troubles psychiatriques poussant les individus à des excès de violence. Il est à craindre qu'une fois réglée le sort des différents "Groupes Traditionalistes", on établisse, par la suite, les mêmes mécanisme d'extermination quant aux Groupes religieux s'attachant à:croyance en un seul Dieu: les Juifs, les Chrétiens et les Musulmans.]_(38)

12. LE PRIX DE L'APATHIE:

J'ai obtenu le Rapport de 1945 de l'O.S.S. (Office of Strategic Services)_le bureau précurseur de la C.I.A._, 7th Army, William M. Quin, Colonel G.F.C.A.C. du G2 sur la libération de Dachau,un Camp de Concentration pendant la libération de l'Allemagne. Ce Rapport contient plusieurs groupes d'information, mais la portion la plus significative de ce Rapport se rapporte à lui-même avec la section consacrée à la population de la ville. Citant ce Rapport, sur la raison pour laquelle les habitants de cette petite ville ne se sont pas plaints, ou même pourquoi, ils n'ont pas renversé les oppresseurs, mais ont tout simplement continué leur vie quotidienne même s'ils perdaient leur liberté, je découvre en citant:

"Ces mots reviennent encore et encore. Ils sont la rationalisation d'un homme qui admet qu'il était membre du parti Nazi: "J'y étais forcé pour des raisons d'ordre économique", disent ces villageois. On nous avait menti sur tous les fronts, mais ils ont admis savoir que le camp existait. Ils ont vu en détails ce qui se rapportait aux détenus passant à travers les rues sous bonne garde,et dans certains cas, même les S.S. agissant brutalement envers les citoyens de la ville.

"Lorsqu'on leur a demandé s'ils se rendaient compte que, pendant les trois derniers mois précédant la libération, quelque 13,000 hommes,se trouvant à proximité de leurs habitations, perdirent la vie, ils se déclarèrent choqués et surpris.

"Lorsque l'on leur demanda s'ils n'avaient jamais vu des convois de morts et de mourants passer dans les rues de leur ville le long du chemin de fer, ils ne firent référence qu'au dernier convoi. Ils insistèrent que la plupart des trains arrivaient de nuit, et qu'il s'agissait de wagons scellés.

"Avaient-ils jamais demandé ce qu'il y avait dans cette procession sans fin de wagons qui arrivaient remplis de personnes, et qui repartaient toujours vides? Une réponse typique était: "On nous a dit que c'était alors du matériel militaire et du butin provenant de France".

"Il a été clairement établi que quiconque déclarait n'avoir vu qu'un train arriver en plein jour, mentait platement. Et il y a beaucoup de ces gens à Dachau."

L'analyse de l'élément anti-Nazi de la ville démontre: 1) Les gens savaient ce qui se passait dans le Camp, même dix ans avant la libération; 2) La ville faisait des affaires d'or avec les gardes travaillant au camp; 3) 90% sont coupables, et se sont couverts de sang d'êtres humains innocents; 4) Les gens sont à blâmer pour leur lâcheté; ils étaient tous trop peureux, lâches. Ils ne voulaient rien risquer. Et c'était la manière que les choses existaient, à ce moment-là, à travers toute l'Allemagne.

La conclusion de ce Rapport, écrit à Dachau en 1945, sur la libération du Camp de Concentration, s'applique aussi aujourd'hui. La conclusion est la suivante: Si l'on est prêt _[Chacun des lecteurs de ce "Document Journalistique" concernant la mise en place, depuis des années, _et plusieurs rapports différents tendent à le confirmer_de "Camps de Concentration" réservés à ceux qui s'opposeront à l'instauration d'un "Nouvel Ordre Mondial"; chacun des lecteurs, dis-je, qu'il le veuille ou non,est directement concerné, en ce sens qu'à partir du moment où il prendra conscience de l'existence d'un tel projet démentiel, s'il ne fait rien, tant sur le plan de l'information que sur le plan politique, il deviendra complice, comme la population de Dachau, de la pire des ignominies que connaîtra l'humanité dans son ensemble.]_(39); donc, si l'on est prêt à faire l'immense effort, et accepter la terrible responsabilité de juger une ville entière, la mesurant comme masse de population, afin d'établir un verdict d'innocence de tous ses habitants dans leur complicité à commettre ce crime des plus haineux on ferait bien de se rappeler alors, l'ombre menançante qui pèse sur tous dans cet Etat, où le crime a été incorporé, et appelé, Gouvernement.

On peut donc voir comment le Programme, dans son ensemble, est relié ici. Ma poursuite se faisait contre un seul des aspects du "Programme Global": "Le bras devant appliquer la Conspiration; les gens qui créent l'encadrement qu'occuperont les "Camps de Concentration" dans lesquels les ennemis des Etats-Unis seront incarcérés." Souvenez-vous de Soljénitsyne, lorsqu'il disait, dans l'Archipel du Goulag:

"La résistance aurait dû commencer au tout début, mais elle ne se fit pas. Vous n'êtes pas bâillonnés,

vous pouvez, et vous devriez crier que des arrestations ont lieu sur la force de fausses accusations. Si de tels cris s'étaient élevés de partout dans la ville, les arrestations n'auraient pu continuer de se faire aussi aisément."

[Un exemple frappant d'une situation semblable, est mon propre cas. Plus d'une fois, le système judiciaire de ce pays m'a volontairement créé, de pure pièce, une réputation de criminel; tout cela dans le but évident de me discréditer aux yeux du public en général, et ainsi discréditer mon message à la population. Le Canada , par le biais de ses différents systèmes policiers et juridiques, tant fédéraux que provinciaux a réussi, avec le concours du "Silence" de la population concernée, à me faire passer pour un criminel! En suis-je véritablement un? Je pose la question à tous! La population de Dachau, et de beaucoup d'autres endroits, en U.R.S.S., en Chine, en Amérique Centrale, etc..., est-elle si différente, intérieurement, de la population des Etats-Unis, du Canada, de la France et du Québec lorsqu'il s'agit, pour elle, de protéger un semblant de sécurité, de réputation, sur le dos d'innocents? Je pose la question! Demeurera-t-elle sans réponse, sans réponse aucune comme ces interminables wagons traversant la nuit froide de Dachau?] (39)

I[illegible]ans, ne peuvent travailler sur la place publique, à la vue de tous. Ces gens apathiques, espérant que tout aille pour le mieux; que rien n'arrive à leurs personnes et à leurs biens, sont restés assis et ont regardé. Les anarchistes, financés par des intérêts multinationaux, mirent à sac leur pays.

Si vous pensez qu'il suffit de payer votre hypothèque, vos factures de télé, d'aller voter lorsqu'il y a une élection, et vous retirez, et regarder en spectateurs que votre pays et votre mode de vie soient remplacés par un système où vous serez un esclave dans un "Camp de Concentration", vous, et non pas les conspirateurs, êtes coupables, car votre acquiescement silencieux aura permi l'instauration de la tyrannie et de l'oppression.

Et lorsque vous devrez voler de la nourriture parce que la production sera destinée à L'exportation, simplement parce que le Département du Commerce, à travers l'Ordre Exécutif 11490 et ses Ordres précédents,sera responsable de la distribution internationale de nos biens, ne restez pas assis dans un caniveau, mangeant en cachette, en vous demandant ce qui a bien pu arriver, car vous aurez rendu tout cela possible.

Lorsque votre famille sera séparée de vous, et dispersée à travers les Etats-Unis pour y travailler comme esclaves, et que vous ne reverrez plus jamais vos êtres chers, ce sera votre faute parce que vous n'aurez rien fait pour l'empêcher. Et une fois que nous aurons perdu notre liberté, nous ne la retrouverons plus jamais. C'est pourquoi nous devonz tous nous tenir ensembles pour empêcher la perte de notre liberté,nous citoyens des Etats-Unis!

Merci beaucoup.

...conclusion du Rapport enregistré... (40)

(41)

DES CAMPS DE CONCENTRATION SECRETS?

Nous possédons des rapports, de première main, concernant des activités étranges ayant lieu dans des endroits isolés, sur des terres de Forêts Nationales de l'Orégon et de l'Idaho, et nous sommes portés à croire que ce même genre d'activités de destruction survient aussi en d'autres endroits. Destruction est le terme exact pour signifier le dénuement complet de surfaces de 50 acres et plus par le Service des Forêts, ou par des entrepreneurs privés. Ces terrains sont vidés de toutes branchailles, pierres ou roches ayant plus d'un pouce de diamètre sur toute leur surface, et jusqu'à une profondeur de deux pieds. Puis des clôtures hautes de huit pieds, allant aussi à une profondeur de quatre pieds sous le sol, sont érigées autour de ces périmètres. Alors,qu'avons-nous derrière ces clôtures? Ostensiblement, les clôtures sont là pour empêcher

les animaux d'atteindre les plants_car, d'aprés les Services Forestiers, ce sont des endroits pour faire germer de jeunes plants_.

COPY

Il y a une certaine logique dans tout ceci. Pourtant, le fait d'enterrer la clôture à une telle profondeur,est troublant. A la lumière des plans de l'Administration Bush, soit d'incarcer ceux qui s'opposent un peu trop à sa guerre de banquiers...une autre utilisation pour ces complexes vient à l'esprit.

Les Agents fédéraux ne prennent plus la peine de dissimuler leurs plans pour suspendre la Constitution sous prétexte d'une quelconque urgence...Le **FEMA** a été prévu, et préparé pour appliquer la future dictature militaire...

....

L'inaccessibilité de ces nouveaux complexes avec, en plus, la volonté des Services Forestiers de cacher ces endroits au public, augmente lourdement l'idée de "Camps de Concentration" construits sur des terres publiques. Et pourquoi pas? ...Les régions naturelles désignées coïncident étrangement avec les ressources naturelles dont on a désespérément besoin...

Le Gouvernement Fédéral a confisqué, en échange de légères compensations, des propriétés privées dans des endroits éloignés, et les a transformées en terrains... pour la chasse...Les simples citoyens ne peuvent se rendre dans ces forêts autrement qu'à pied ou à cheval, et doivent camper de façon primitive, tandis que des hommes... parviennent facilement à leurs quartiers...par hélicoptères.

Quelques-uns d'entre nous, par le passé, ont été embauchés par le Service des Forêts, pour construire des cabanes en rondins dans des régions sauvages, pour les chasseurs et les campeurs. Pourtant, depuis dix ans...des Agents ont systématiquement fait brûler ces cabanes, et des centaines d'habitations privées, sur des exploitations minières légales, forçant pratiquement le peuple à quitter de vastes étendues de terres publiques.

Dans les dernières années, le Gouvernement a établi des permis et des frais pour des tâches aussi banales que celle de couper du bois pour faire un feu...Les réglementations de chasse et de pêche sont plus restrictives que jamais, et dans certains Etats les gardes-chasse sont armés...ce qui mène à d'inévitables confrontations.

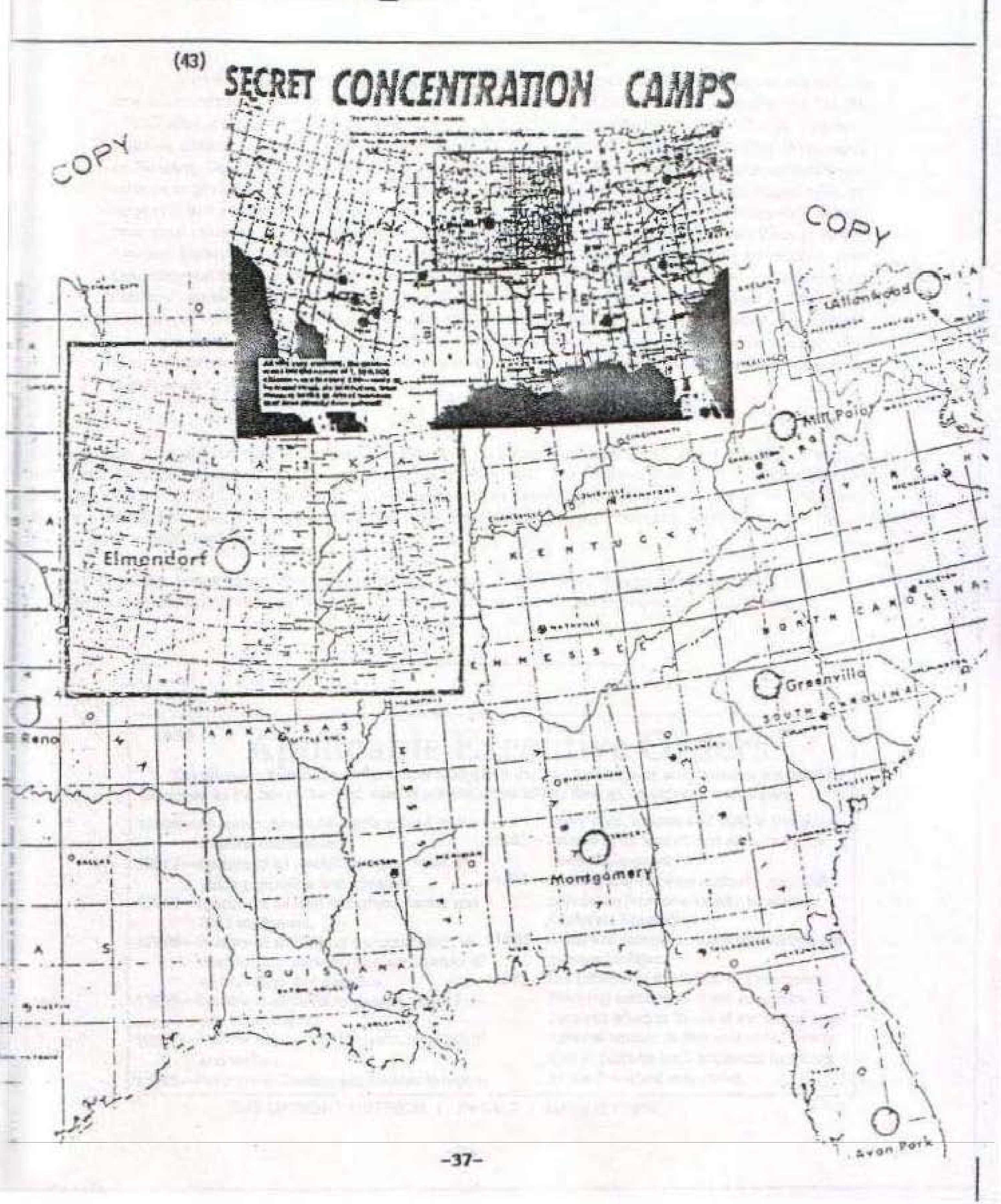
COPY

Tony Blizzard, The National Educator, California.(41)

_[Plusieurs faits, apparemment disparates, sans aucun lien entre eux, semblent aujourd'hui nous apporter une vision des plus bizarres, voire alarmante face à une situation qui, de plus en plus, se précise dans les moyens entrepris pour l'établissement d'un "Nouvel Ordre Mondial". Par exemple, au Québec, l'année de la mise en vigueur de nouvelles règlementations pour la chasse et la pêche; l'évolution de plus en plus restrictive de ces règlementations; l'évolution dans un contrôle de plus en plus prononcé des armes; un exode forcé des populations rurales vers les villes pendant que des régions entières étaient fermées,soit sous le prétexte de fermeture de compagnies minières ou forestières, soit sous celui d'une réorganisation gouvernementale des terres agricoles. Comme par hasard, lorsque je jette un coup d'oeil sur la carte géographique mondiale préparée par la **"BANQUE MONDIALE DE CONSERVATION ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT"**, et que je porte mon regard sur ce que les Groupes Internationaux ont prévu comme *Plans de découpage pour le Québec, je ne peux m'empêcher de voir, et de comprendre que tout ce qui nous est arrivé, ici au Québec depuis une trentaine d'années, faisait déjà partie d'un vaste Plan d'ensemble.

D'ailleurs, chose des plus étranges lorsque l'on scrute cette fameuse carte: deux observations majeures nous sautent aux yeux: le Canada n'est à peu pas touché; le Québec est la province qui y perd le plus gros de son territoire, et, deuxième observation majeure, le territoire Nord du Québec qui n'est pas touché par ces découpages, appartient, comme par hasard, aux peuples autochtones. (Cette carte avec un

article spécial portant sur des rencontres privées entre Rothschild et Rockefeller sera publié dans le numéro du mois d'octobre de la Revue.] (42)



(43) **Des Camps de Concentration** COPY

L'édition de septembre de "The Ostrich" reproduisait un article du CBA Bulletin qui donnait une liste des principaux camps de concentration civils établis dans GOULAG USA sous le programme Rex '84 : Ft. Chaffee, Arkansas ; Ft. Drum, New York ; Ft. Indian Gap, Pennsylvanie ; Camp A.P. Hill, Virginie ; Oakdale, Californie ; Eglin Air Force Base, Floride ; Vandenberg AFB, Californie ; Ft. Mc Coy, Wisconsin ; Ft. Benning, Géorgie ; Ft. Huachuca, Arizona ; Camp Krome, Floride. L'Ostrich de février contenait une carte de ce goulag en expansion. Bien que cette liste et cette carte aient suscité un intérêt considérable, ce rapport n'était pas nouveau. Depuis au moins 20 ans, des Patriotes informés lancent des appels d'alarme pour nous informer des sinistres complots visant à incarcérer les dissidents qui s'opposent aux plans du Syndicat Élitiste pour en Nouvel Ordre Mondial totalitaire. En effet, le complot avait été reconnu avec l'empiètement insidieux du "régionalisme" dès les années '60. Dès 1968, le "plus grand vol de terres de l'histoire", menant à un socialisme industriel global, était dans un "Master Land Plan" pour les États-Unis effectué par un Ordre Exécutif impliquant les régions de ressources en eau, le déplacement et le contrôle des populations, le contrôle de la pollution, le zonage et l'utilisation des terres, les lois de navigation et environnementales, ect. En effet, le vrai but caché de cette soi-disant "Renaissance Environnementale" est l'abolition de la propriété privée.

Cela prélude à la saisie totale faite par la "World Conservation Bank", tel que l'Ostrich l'a rapporté. La carte sur la page ci-contre, ainsi que la liste, ci-dessous, des "Ordres Exécutifs" disponibles pour l'imposition d'une "Situation d'Urgence", proviennent toutes deux des Dossiers des années 70' "d'Alert", de feu le Général P.A. Del Vale; documents qui nous furent envoyés par "Merritt Newby", éditeur du "American Challenge", aujourd'hui fermé.

[J'ai tenté de communiquer avec Meritt Newby, Route 15, Box 197, Athens, Alabama 35611 (205-732-4386), où j'ai appris le décès, survenu en Mai 93 d'après ce qui me fut rapporté alors par téléphone, de Meritt.](44)

COPY

(43) **Applicable Executive Orders**

The following Executive Orders, now recorded in the Federal Register, and therefore accepted by Congress as the law of the land, can be put into effect at any time an emergency is declared:

10995—All communications media seized by the Federal Government.

10997—Seizure of all electrical power, fuels, including gasoline and minerals.

10998—Seizure of all food resources, farms and farm equipment.

10999—Seizure of all kinds of transportation, including your personal car, and control of all highways and seaports.

11000—Seizure of all civilians for work under Federal supervision.

11001—Federal takeover of all health, education and welfare.

11002—Postmaster General empowered to regiter every man, woman and child in the U.S.A.

11003—Seizure of all aircraft and airports by the Federal Government.

11004—Housing and Finance authority may shift population from one locality to another. Complete integration.

11005—Seizure of railroads, inland waterways, and storage facilities.

11051—The Director of the Office of Emergency Planning authorized to put Executive Orders into effect in "times of increased international tension or financial crisis". He is also to perform such additional functions as the President may direct.

THE UPRIGHT OSTRICH / PAGE 7 / MARCH / 1990

(43) Ordres Exécutifs Applicables.

COPY

Les Ordres Exécutifs suivants, maintenant enregistrés dans le "Registre Fédéral", et par conséquent acceptés par le Congrès comme "Loi des Terres", peuvent être mis en application à n'importe lequel moment qu'une Situation d'Urgence est déclarée:

10995- Saisie par le Gouvernement Fédéral de tous les Moyens de Communication;
10997- Saisie de toutes les Ressources électriques et de carburant, incluant l'essence et les minéraux.
10998- Saisie de toutes les Ressources alimentaires, des Fermes et des Equipements de ferme.
10999- Saisie de toutes les catégories de moyens de transport, incluant votre voiture et, le contrôle de toutes les routes et des ports marins.
11000- Réquisition de tous les civils pour le Travail sous supervision fédérale.
11001- Prise de contrôle du Fédéral sur la Santé, l'Education et le Bien-Etre.
11002- Le Maître de Poste Général autorisé à enregistrer chaque homme, femme et enfant à travers tous les Etats-Unis.
11003- Saisie de tous les avions et des aéroports par le Gouvernement Fédéral.
11004- L'Autorité de l'Habitation et des Finances pourra déplacer des populations d'une localité à une autre. Intégration complète.
11005- Saisie des chemins de fer, des cours d'eau intérieurs, et des installations d'entreposage.
11051- Le Directeur du Bureau de Planification des Urgences est autorisé à mettre en application les "Ordres Exécutifs" dans des "Périodes croissantes de Crises Internationales" et de "Crises Financières". Il est aussi autorisé à assumer d'autres fonctions additionnelles semblables que le Président pourra lui dicter.

COPY

HISTOIRE DES ORDRES EXECUTIFS (45)

Sous la Constitution des Etats-Unis, le Président est investi du Pouvoir Exécutif du Gouvernement (Article II, Section I, Clause I), du Pouvoir de "Préserver, de protéger et de défendre la Constitution" (Article II, Section I, Clause 7), et du Pouvoir de faire en sorte que les Lois soient fidèlement exécutées (Article II, Section 3).

De ces Pouvoirs, découle l'Autorité d'émettre des "Ordres Exécutifs" (EOs).

Un Ordre Exécutif n'a jamais été défini par le Congrès.

En usage depuis les premiers jours de la République, l'Ordre Exécutif était, à l'origine, surtout employé pour les dispositions du domaine public, le retrait des Terres des Réserves fédérales, et autres usages similaires.

Lors de la Première Guerre Mondiale, l'utilisation de l'Ordre Exécutif fut élargie au fur et à mesure que l'Autorité et le Pouvoir exécutif furent augmentés.

Au début, les Ordres Exécutifs n'étaient pas numérotés, et puisqu'il n'y avait aucun système uniforme pour les enregistrer, le total des Ordres Exécutifs non-numérotés n'est pas connu.

La validité des Ordres Exécutifs a été remise en question à plusieurs reprises, mais un jugement relatif à l'étendue ou aux limites à l'intérieur desquelles ils peuvent être utilisés, n'a jamais été déterminé par

les tribunaux ou par le Congrès (Bibliothèque du Congrès, Service de Recherche Législative #398/117-9).

LE "REGISTRE FEDERAL"

COPY

Le "Registre Fédéral" contient le Texte des Directives émises sous l'autorité du Président. Aucune Autorisation du Congrès n'est requise. Il n'y a aucun examen produit par le Judiciaire à ce sujet.

Tous les Ordres Exécutifs sont des Lois faites par un seul homme: le Pésident des Etats-Unis.

A travers les Ordres Exécutifs existants, il est possible pour un homme d'ignorer la Constitution, le Congrès et la volonté du Peuple. Une dictature complète peut être imposée, "sous couvert de la loi", sur le dos du Peuple Américain.

Le 9 mars 1933, le Président Franklin D. Roosevelt déclara un état "d'Urgence Nationale" pour faire face à la crise économique. Plus tard, il déclara deux autres "Urgences Nationales" lorsqu'il mena les Etats-Unis, à la deuxième guerre mondiale.

Un autre Etat d'Urgence fut déclaré par le Président HArry Truman en 1950 après l'intervention de la Chine rouge dans la guerre de Corée. Truman anulla formellement les deux "Etats d'Urgence" de la 2e Guerre Mondiale en 1952, mais à la même occasion, il réaffirma la déclaration de 1950.

Les Présidents Dwight Eisenhower, John Kennedy, Lyndon Johnson et Richard Nixon réaffirmèrent chacun à leur tour la déclaration de 1950 au fur et à mesure qu'ils prirent le pouvoir. Nixon déclara d'autres "Urgences Nationales", les 23 mars 1970 et le 15 août 1971.

LES ORDRES EXECUTIFS PEUVENT SIGNIFIER LA LOI MARTIALE

Une déclaration du Président indiquant une "Urgence Nationale" s'est toujours arrêtée, juste un peu avant la "Loi Martiale", même si celui-ci en avait la prérogative. Sans aucun doute, cette option pourrait être utilisée dans l'éventualité d'une attaque nucléaire majeure sur les Etats-Unis.

La dernière utilisation de la "Loi Martiale" fut faite à Hawaï, quelques heures après l'attaque sur Pearl Harbor en 1941.

Il est intéressant de noter que la tendance qu'a la Loi Martiale de se perpétuer fut clairement démontrée à cette occasion. L'Armée conserva le contrôle d'Hawaï jusqu'à ce que la Cour Suprême, en 1941, jugea que l'utilisation ininterrompue de la Loi Martiale, longtemps après la fin des conditions d'urgence, était inconstitutionnelle. **(45)**

COPY

(46)

QU'EST-CE QUE LE FINCEN?

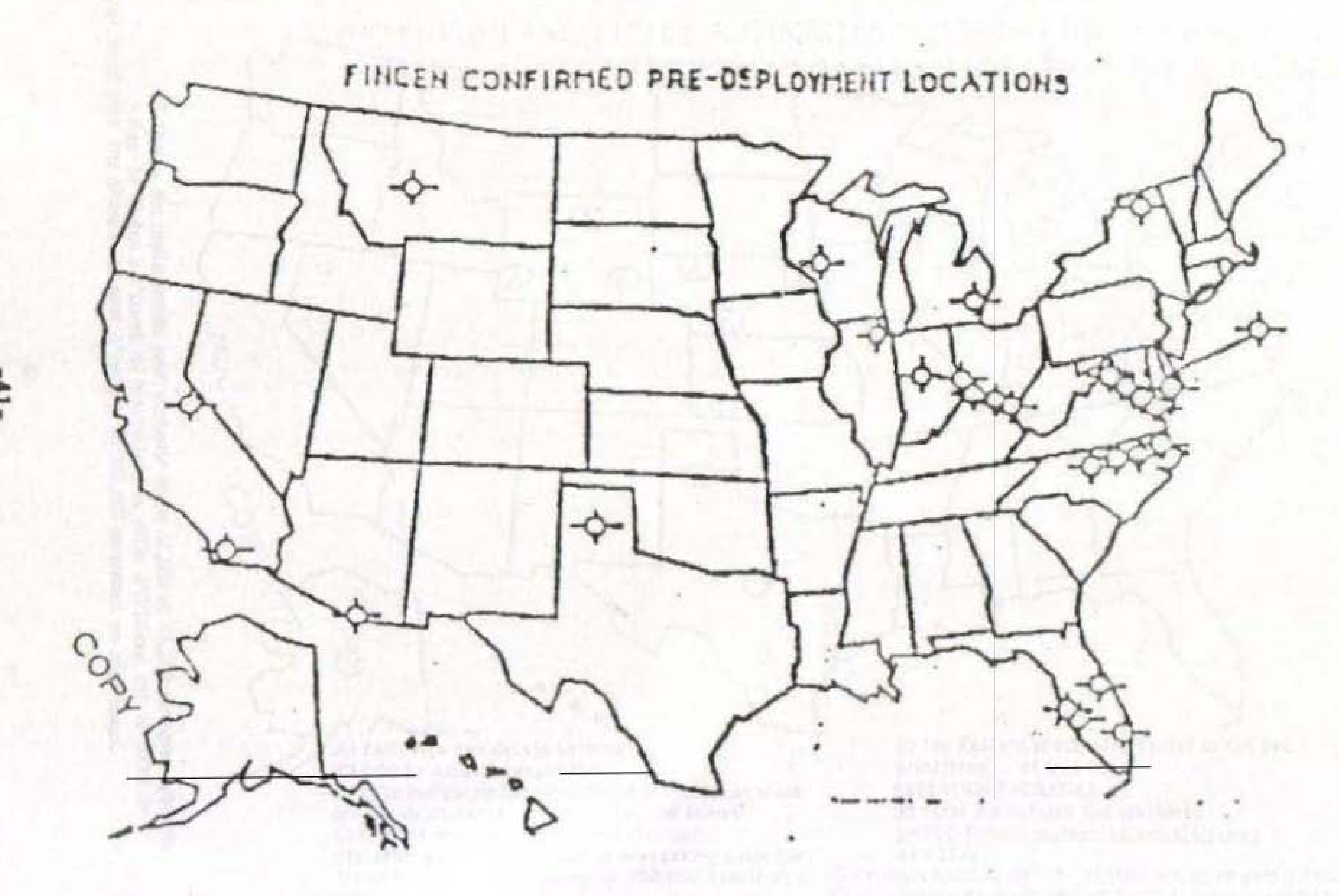
FINCEN, en plus d'être un "Réseau de l'Application de la Loi dans le Crime Economique",par rapport auquel nous reviendrons, plus en profondeur, dans le numéro de la Revue d'Octobre, se définit aussi comme suit:

[1) Recherche, maison par maison, et saisie de la propriété et des armes;
2) Séparation et classement des hommes, des femmes et des enfants en tant que prisonniers en grand nombre;
3) Tranfert des prisonniers déjà mentionnés, dans des installations de détention.

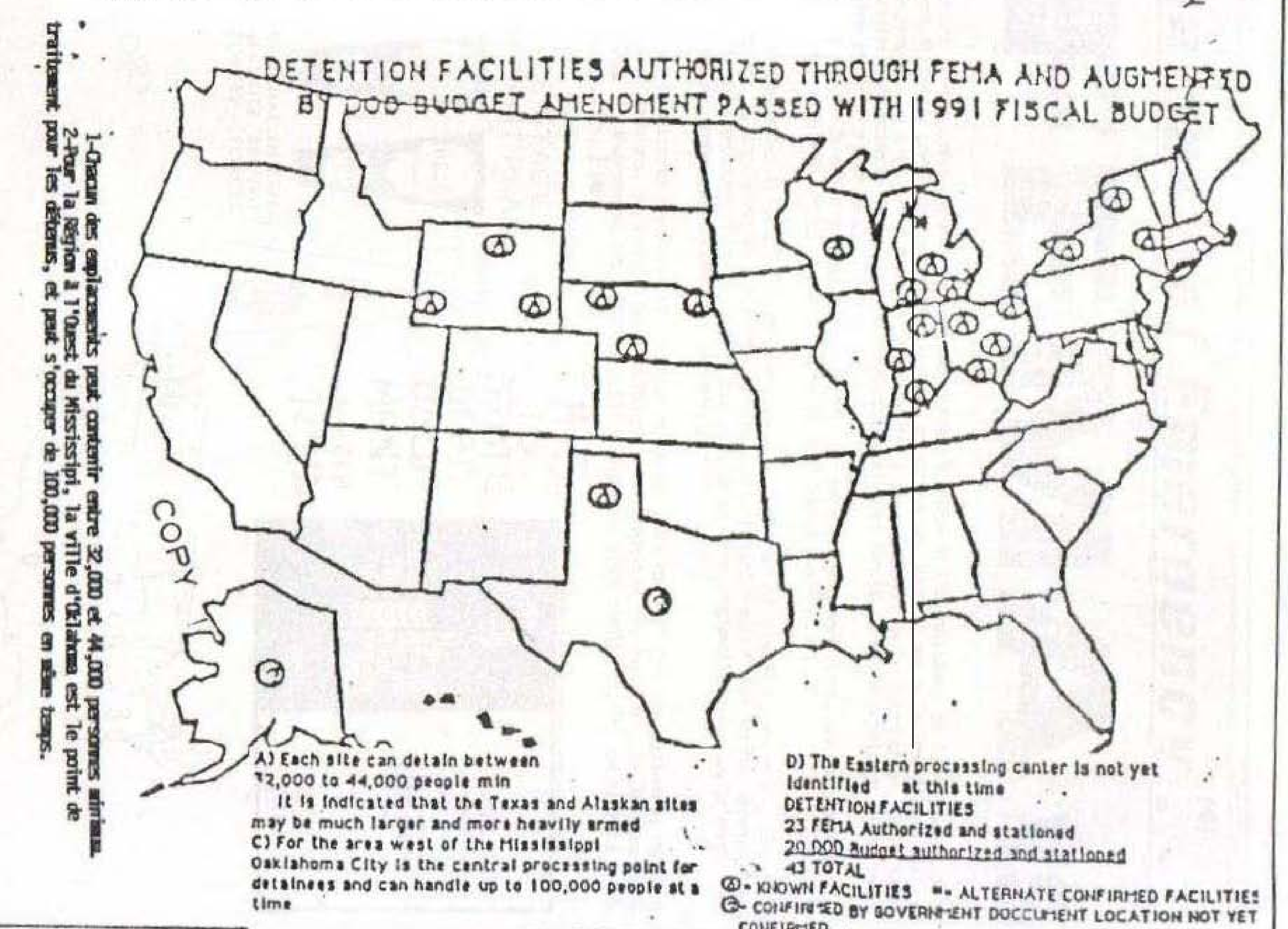
FINCEN, c'est une "Police Secrète" et une "Force Militaire Etrangère" amenée à l'intérieur des Etats-Unis (du Québec?) (47) en vue de déploiement contre les citoyens américains.
La plupart des Unités identifiées de FINCEN sont d'intensité de Compagnie (180").
Quelques-unes sont aussi grandes que des Brigades d'intensité (260").
Tout l'équipement de FINCEN est noir: Uniformes, hélicoptères, etc...] **(46)**

(46)
LOCATIONS CONFIRMEES DES PRE-DEPLOYEMENTS DE F I N C E N

*Tout l'équipement de F I N C E N est noir: Uniformes, hélicoptères, etc...



-41-



1-Chacun des emplacements peut contenir entre 32,000 et 44,000 personnes minimum.
2-Pour la Région à l'Ouest du Mississipi, la ville d'Oklahoma est le point de traitement pour les détenus, et peut s'occuper de 100,000 personnes en même temps.

COPY

In case of Emergency . . . (48)

FEMA VS

[Quelques sources...nous ont avertis,depuis des années, à propos de l'accroissement de Soviétiques et/ou de Forces Militaires soviétiques entraînées, massées, et manoeuvrant juste au sud de la frontière du Mexique. A ce propos, il y a une autre scpéculation qui existe: l'accomplissement de la distribution de forces mondiales de maintien de la paix pour le compte du Nouvel Ordre Mondial, planifié depuis pas mal de temps.
... Une situation d'urgence sous **F E M A**...
...est-ce que des étrangers seraient chargés de policier des dissidents américains, tel que planifié, il y a près d'un demi-siècle, et tel que démontré sur la carte (de la page 44)......

Basée sur les recherches du Conseil Economique National, cette "Carte" fut adoptée à Londres en 1952 par nul autre que "L'Association des PArlementaires pour un Gouvernement Mondial". Des troupes étrangères occuperaient, et agiraient comme "Corps de Police" pour policier la terre, régionalisée sous un Parlement mondial dirigé par des Membres ayant comme Chef un "Dictateur".

Aucun Américain de naissance serait chargé d'imposer le "Nouvel Ordre Mondial" dans les Etats-Unis, seulement des Russes, des Colombiens, des Vénézuéliens, des Belges, des Irlandais et des Mongoliens. Le Département d'Etat **7 2 7 7** pour le désarmement total des Etats-Unis présente des plans similaires, tel que rapporté précédemment dans l'Ostrich.] **(48)**

U.S. THREE-STAGE DISARMAMENT PLAN





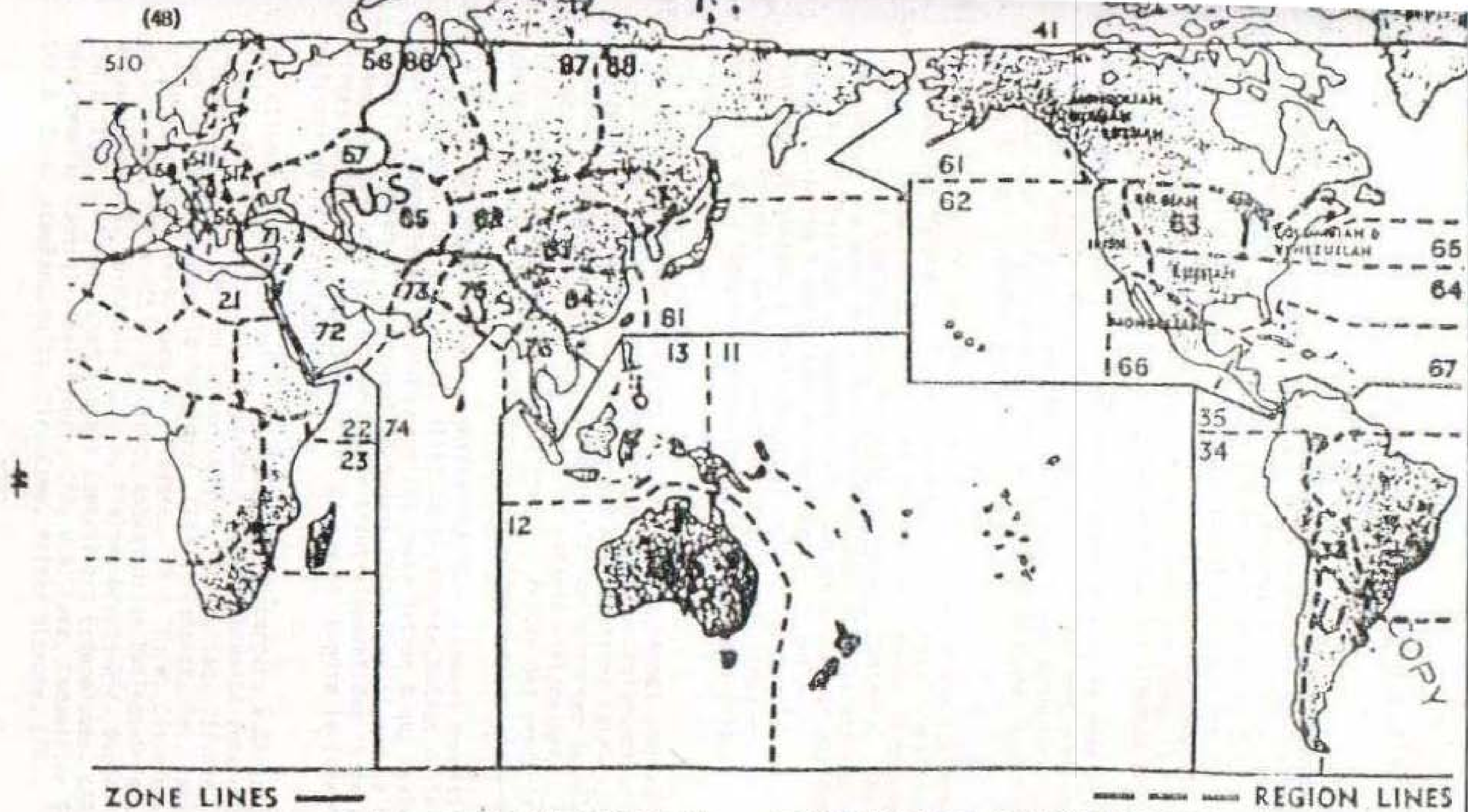
THIS IS STATE DEPT. DOCUMENT NUMBER 7277*



across



COPY



WORLD GOVERNMENT PLAN — ALIEN TROOPS TO POLICE U.S.A.

Beware that a Lusitania-type contrived incident or incited internal strife does not put you in a real-life re-run of the TV mini-series *"Amerika"*! Based on research of the National Economic Council, this map was adopted in London in 1952 by the World Association of Parliamentarians for World Government. Alien troops would occupy and police the regionalized earth under a World Parliament of APPOINTED members headed by a dictator. No native Americans would enforce the New Order in the USA, only Russians, Colombians, Venezuelans, Belgians, Irish, and Mongolians. State Department 7277 for totally disarming the USA presented similar plans, as reported in earlier Ostriches.

S A V I E Z - V O U S   Q U E ? ? ?

49)- Le 8 avril 92, un auditeur communiqua sur ondes courtes, cette nouvelle, au poste **WYB-BC 80**, à Marshall en Arkansas: "Des manoeuvres de Troupes dans l'Idaho_un des Etats où des parties de forêts sont dénudées pour faire place à des complexes où, selon la version officielle, on y fait des pousses de jeunes plants__,furent aperçues; où celles-ci portaient un camoufflage pour les camions et les transporteurs blindés arborant l'effigie de **F E M A**. Il fut rapporté que ces exercices étaient conduits par des hommes en uniformes, sur lesquels il y avait de larges insignes de couleur jaune, et traversées par des flèches de couleur noire."

50)- Le 27 avril 92, un autre auditeur communiqua avec le même poste de radio pour communiquer cette nouvelle: "Beaucoup d'activités ont présentement lieu à l'intérieur des bases militaires de l'Oklahoma__un des principaux Centre de **F E M A**__"; Cet auditeur affirma avoir même vu: "une "Guillotine" apportée dans des conditions (d'empressements nerveux)".

51)- Dans un projet de recherche "TOP SECRET", financé par l'administration Reagan, au nom de Code "Operation Black Beauty", le Dr. Michael Persinger, un physiologue américain de naissance, qui dirige le "Laboratoire de Psychophysiologie Environnementale" à la Laurentian University de Sudbury (Ontario, Canada), fut chargé de développer une arme qui puisse être utilisée pour calmer rapidement des foules en colère. Il développa un appareil électromagnétique qui employait des champs de basse-intensité à variations de temps pulsés à des registres de (FEB) Fréquences extrêmement basses, à des fréquences entre 1 et 10 Hertz. Apparamment, une personne se trouvant dans le champs de cet appareil trouvera un endroit spécifique de son cerveau innondé d'histamines, provoquant des crises incontrôlables de vomissements...

(52)- Les expérimentations médicales sur les animaux, aussi connues sous le nom de "VIVISECTION", sont directement responsables de la croissance criminelle du cancer, des maladies de coeur, du diabète, des malformations natales, de l'arthrite,de la dystrophie musculaire, de la leucémie, de toutes sortes de maladies mentales, et d'autres maladies telles le SIDA et la maladie d'Alzheimer...__Ces faits,et beaucoup d'autres concernant, entre autres, la fraude des produits pharmaceutiques et médicaux,nous ont été envoyés par des enquêteurs australiens dans le domaine.__

(53)- Le Terme "Un Ordre Mondial" signifie: un "Gouvernement Mondial" composé de Nations-Etats.__Les Etats-Unis, étant la plus forte Nation de la terre, il devient dès lors compréhensible pourquoi c'est cette Nation à qui revient la responsabilité d'organiser militairement le Nouvel Ordre Mondial par le biais des Nations-Unies; de même que celle d'organiser l'entraînement des "Nouvelles Troupes Policières Mondiales". En ce sens,voici de qui se compose le Gouvernement le plus puissant de la planète__(54):

W.J.Clinton (Président), C.F.R., T.C. & Bilderberger; W.Christopher, Secrétaire-d'Etat, CFR & TC; L. Davis, Sous-Sec. d'Etat, Sécurité Internationale, CFR & TC; L.M.Benston, Jr., Sec. au Trésor, CFR; L. Aspin, Sec. Défense, CFR; F.G. Wisner, Sous-Sec. Défense pour la Politique, CFR; B. Babbitt, Sec. Intérieur, CFR & TC; D. Shalala, Sec. Serv. Humains et Santé, CFR & TC; H. Cisneros, Sec. Dév. Urbain et Logement, CFR & TC; M. Albright, Ambassadrice Nations-Unies, CFR; T.Pickering Ambassadeur U.S. en Russie, CFR; A. Rivlin, Député-Dir. Bureau Gestion & Budget, CFR & TC; L.A. Tyson, Chef Conseil Conseillers Economiques, CFR; R.J. Woolsey,Jr Directeur du Central Intelligence, CFR; W.A. Lake, Conseiller Sécurité Nationale CFR & TC; G. Stephanopoulos, Dir. Comm. Maison Blanche, CFR.

(55)- L'adresse des Bilderbergers(les Réunions) est: SMISWATER 1, The Hague (Netherlands).
Le Prince Bernhard n'a pas créé les Bilderbergers; il y était plutôt juste un figurant. Les Bilderbergers furent fondés par Joseph Retinger, un philosophe - politicien polonais, un intrigueur invétéré. Les Bilderbergers n'ont pas de membres, excepté pour la conduite d'un Comité International. Il y a ses "Participants", lesquels peuvent être invités à plusieurs reprises. Clinton fut invité à participer à un Bilderberger à la demande de Vernon Jordan qui se trouve à la conduite du Comité...Incidemment, la Commission Trilatérale est un complément, un supplément des Bilderbergers. Cette Commission fut créée, et conceptualisée à la Réunion de 1972 des Bilderbergers à Knokke, en Belgique, réunion à laquelle assista Zbingniew Brzezinski, invité alors par David Rockefeller, et où il présenta ses "Etudes Tripartites".

(56)- "Le Nouvel Ordre Mondial" de George Bush: Quel est son but? Combien nouveau est cet Ordre? Qui profitera de ce Nouveau Système de Gouvernement?
Economique: Un Marché complètement contrôlé; toute forme de marché libre n'est pas dans les intérêts du NOM. L'argent doit être éliminé, et remplacé par un système de transferts, retraits et crédits électroniques, i.e. First International Banks's new Gold Card-Carte de retrait. Il n'y aura aucune possession privée de quelque nature que ce soit.
Politique: Abolition de la Constitution américaine. Elle s'élève entre le peuple en tant qu'individus et les gouverneurs totalitaires.
Nationalité: Les individus doivent s'effacer. Le Nouvel Ordre Mondial refusera tout ce qui favorisera l'expression personnelle, l'intérêt personnel, la réussite personnelle et la détermination personnelle. Aucun patriotisme national, et surtout, aucune renaissance de l'identité ethnique.
Religion: Certaines Eglises seront permises en tant que bonnes sources pour promouvoir la vertue et le travail, mais la divinité de l'homme devra prévaloir.
Education: Commençant dès le tout jeune âge, les enfants devront être éduqués en fonction des fondements du NOM. Ils devront être séparés des traditions du passé, et programmés pour leur utilité dans leur futur rôle, position à l'intérieur du NOM.
Famille: Les familles seront permises, et les enfants (qui sont considérés en tant que ressource du NOM), demeuront avec leur famille biologique aussi longtemps qu'ils feront la promotion de leur esclavage au NOM. Les femmes, au lieu d'être honorées, seront réduites à l'égalité avec les hommes.
Mobilité: Les transports en commun seront le principal moyen de déplacement. Avoir en sa possession ses papiers en ordre (permis de conduire, enregistrement et l'utilisation des tarifs de route, ainsi qu'un éventail de pièces d'identité reconnues) seront obligatoires avant que le transport individuel soit permis.

(57)- Chaque sous perçu pour les Impôts s'évanouit dans les intérêts de la "Dette Nationale", au IRS__au Canada, le Bureau Fédéral de l'Impôt__...Tout cet argent va directement à la Banque de la Réserve Fédérale, une Corporation privée organisée uniquement pour le profit. Tous ces profits sont versés à des personnes très spéciales dont on ne connaît jamais les noms. Les voici:
1) Banque Rothschild de Londre (Banqua d'Angleterre et de Berlin); 2) Banque des Frères Lazard de Paris; Banques d'Italie d'Israel Moses Seif; Banques Warburg de Hambourg (Allemagne) et d'Amsterdam (Pays-Bas); Banque des Frères Lehman à New York; Banque Loeb et Kuhn de New York; Banque Chase Manhattan, N.Y.; Banque Sachs et Goldman de New York. Qui dit mieux?

L E X I Q U E

FEMA, c'est le Sigle utilisé pour signifier "Federal Emergency Management Agency". Il fut établi par l'Ordre Exécutif **12148**, et signé pour prendre corps sous Jimmy Carter en 1979.(58).
Le Plan de **F E M A** fut écrit par le Conseiller NSC de la Maison Blanche, sous Carter, _nul autre que_ **Zbigniew Brzezinski** et par un Officier du NSC, Samuel Huntington. Quatre ans plus tôt, Brzezinski et Huntington avaient ensemble assistés à la Conférence annuelle de la Commission Trilatérale, en 1975, à Kyoto, au Japon, où Huntington fit alors la lecture d'un document de sang-séché,et qui proclamait la fin de la démocratie et l'imposition d'une forme de gouvernement de Gestion de Crise. Plus tôt, une Revue reliée à la Commission Trilatérale, "Challenge", avait décrit le concept comme étant "Faciste avec un visage de démocratie". Le Conseiller NSC Brzezinski l'appelait "l'Age Technétronique". (59) _[Technétronique signifie: Des changements sociaux, économiques et autres apportés, rendus possibles par l'évolution de la technologie, de l'électronique et des communications.]_ (60)
[Un numéro complet de la revue, en Octobre, sera consacré à FEMA et aux autres structures qui seront utilisées pour réaliser les conditions d'établissement du Nouvel Ordre Mondial.] (61)

R E X 84': En avril 1984, FEMA, en conjonction avec le Département de la Défense, fit de très grandes manoeuvres militaires secrètes à travers tous les Etats-Unis. ...une section déclassifiée des exercices, surnommée **R E X 8 4' Bravo** démontra d'une manière précise tout le scénario sur lequel les opérations étaient basées au départ. (62)
...Selon ces sources, l'un des buts premiers de la vaste "Opération Policière",ayant comme nom de Code **"R E X 84"**, est d'appliquer "C & C (Capture and Custody: Capture et Détention)"...Quatre des principaux "Camps de Concentration" pour civils établis sous le "Programme Rex 84" sont situés à Ft. Chaffee, Arkansas; Ft. Drum, New York; Ft. Indian Gap, Pennsylvanie et Camp A.P.Hill en Virginie. Chacun de ces camps est désigné pour contenir au moins 25,000 prisonniers civils.(63)

Garden Plot: Programme de "Contrôle de la Population".(64)

Cable Splicer: Programme pour la "Prise du Pouvoir" méthodique des Gouvernements locaux et d'Etats par le Gouvernement Fédéral. Ce Programme implique des Unités Militaires ayant pour rôle de s'emparer de l'administration des Gouvernements locaux et des Etats. Ce nom fut octroyé par le "Groupe des Affaires Civiles de l'Armée", et il est un sous-plan de l'Opération Garden Plot étant, par définition, un "Programme de Loi Martiale". (65)

L.E.A.F.: Nouvelle Force d'Assistance pour l'Application de la Loi; il est un produit direct des Conférences Californiennes: "Cable Splicer". (66)

L.E.A.A.: "Law Enforcement Assistance Administration", subventionné par le Département de la Justice des Etats-Unis, et par la "Police Foundation", cette dernière financée par la Ford Foundation. Ils sont les principaux intervenants pour instaurer une "Force de Police Nationale" aux Etats-Unis. (67)

H.E.W.: "Health, Education and Welfare:(Santé, Education et Bien-Etre Social); géré conjointement avec les Nations-Unies, à travers l'Organisation Mondiale de la Santé. (68)

---

(1) -"Concentration Camp Program", United States Dpt. od Justice, p.6.
(2) -Titre ajouté par la Rédaction.
(3) - " " " "
(4) - " " " "
(5) -Texte ajouté par la Rédaction.
(6) -Commentaires ajoutés par la Rédaction.
(7) -Titre ajouté par la Rédaction.
(8) -Note ajoutée par la Rédaction.
(9) -Titre ajouté par la Rédaction.
(10)- " " " "
(11)-Commentaires ajoutés par la Rédaction.
(12)-Secret #69, 30 avril 92.
(13)-Commentaires ajoutés par la Rédaction.
(14)-Ibid (13).
(15)-Ibid (14).
(16)-The McAlvany Intelligence Adv., Mai 93, p.18.
(17)-Précisions apportées par la Rédaction.
(18)- " " " "

(19)-Titre ajouté par la Rédaction.
(20)-Ibid (19).
(21)-Mis en lettres majuscules par la Rédaction.
(22)-Précisions apportées par la Rédaction.
(23)-Ibid (22).
(24)-Titres ajouté par la Rédaction.
(25)-Commentaires ajoutés par la Rédaction.
(26)-Ibid (25).
(27)-Souligné par la Rédaction.
(28)-Commentaires ajoutés par la Rédaction.
(29)-Titre ajouté par la Rédaction.
(30)-Précisions apportées par la Rédaction.
(31)-Nexus Magazine, Déc.-Janv. 1993.
(32)-Note ajoutée par la Rédaction.
(33)-Nexus Magazine, Déc.-Janv.93, p.27.
(34)-Ibid, p.29.
(35)-Ibid, p.29.
(36)-Note ajoutée par la Rédaction.
(37)-Ibid (36).
(38)-Ibid (37).
(39)-Précisions ajoutées par la Rédaction.
(40)-Concentration Camp Program, 1979.
(41)-The Upright Ostrich, 20 avril 91, p.7.
(42)-Commentaire ajouté par la Rédaction.
(43)-The Upright Ostrich, mars 90, p.7.
(44)-Commentaires ajoutés par la Rédaction.
(45)-The Spotlight, 27 Juillet 1987.
(46)-FINCEN "Concentration Camp Program", 1979.
(47)-Ajouté par la Rédaction.
(48)-The Upright Ostrich, Déc.-Janv.90/91, p.4.
(49)-Secrets #69, Avril 1992.
(50)- Ibid (49).
(51)-Magazine Nexus, fév.-mars 1993.
(52)-CAFMR, matériel publicitaire, 1993.
(53)-The Washington Report, Avril 1993.
(54)-Entre tirets (__), ajouté par la Rédaction.
(55)-The Washington Report, Avril 1993.
(56)-Who is George Bush's NWO?, CPA Book Publisher.
(57)-Touches of Truth, Avril 1993.
(58)-The Spotlight, Mai 1992, p.2.
(59)-The Upright Ostrich, Septembre 1989, p.13 et 19.
(60)-Random House Webster's College Dictionary, 1991.
(61)-Commentaires ajoutés par la Rédaction.
(62)-The Upright Ostrich, Septembre 1989, p.21.
(63)-Ibid, p.19.
(64)-Concentration Camp Program, 1979.
(65)-Ibid (64).
(66)-Ibid (65).
(67)-Ibid (66).
(68)-Ibid (67).

***N O T E:** Beaucoup de personnes,enthousiasmées semble-t-il par mes Conférences, et par les informations rendues alors publiques, tout en me félicitant, me promettaient mer et monde. Malheureusement, ce ne fut pas le cas. Il ne faut pas se leurrer. Avoir une famille, comme cela est mon cas, et faire le travail que je fais en Journalisme d'Enquête, n'est nullement une partie de plaisir car, justement à cause de mon travail,la sécurité de ma famille est en danger. Par conséquent, encore une autre fois, j'ai dû les déménager en toute sécurité; ce qui, à travers la publication de volumes et de la revue, m'a occasionné passablement de frais. En outre, par manque de finance,je perdrai le téléphone. Alors, de grâce pour ceux qui le peuvent,des Dons ou des Prêts sans intérêts seraient largement bienvenues. Par exemple, en juin, l'imprimerie, la photocopie et la Poste ont à elles seules coûté environ $3,500.00!!! A vous, Lecteurs (cices), la parole...

L'abonnement de la Revue est de $45.00 par année (Canada & U.S.), 6 (six) numéros assurés, 12 possibles.
Pour l'Europe et l'Asie, l'abonnement est de $60.00 annuel.
Les Numéros Spéciaux de la Revue, tel celui-ci, et les suivants, sont à $10.00ch. +$2.50 Frais de Poste.
*Mandats-Banque ou Poste (ce qui assure l'anonymat des souscripteurs et des lecteurs, et évite des périodes d'attente inutiles pour le dégel des fonds à la banque).
Mandats à: Serge Monast, C.P. 417, Succ. "OUTREMONT", Montréal, Qué. H2V 4N3, Canada.

Vol. 1, No.I, "Le Contrôle de l'Information à l'Echelle Mondiale", $4.00. _Juillet 1993.
Vol. 1, No.II, "Programme de Camps de Concentration", $10.00. _Août 1993.
Vol. 1, No.III,"Les Recherches et Mises au point Technologiques, entre la CIA et les Forces Armées Américaines pour le Contrôle des Individus", $10.00. _Septembre 1993.
Vol. 1, No.IV, "Structures Militaires et Policières (Néo-Fascistes) dans l'Etablissement du Nouvel Ordre Mondial: FEMA, Rex 84', L.E.A.A. et Cie...", $10.00. _Octobre 1993.
Vol. 1, No.V, "TOP SECRET: Ames Silencieuses pour des Guerres Secrètes";"La Guerre Economique Mondiale contre l'Occident", $10.00. _Novembre 1993.

---

*N'hésitez pas à nous demander notre Liste de volumes disponibles, directement de notre Librairie.
*Je suis disponible pour des Conférences; m'écrire un mois à l'avance pour régler les modalités.